



MALI

Mai 2020

DEMANDE DE DÉCAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITÉ DE CRÉDIT RAPIDE ET DE RÉÉCHELONNEMENT DE L'ACCÈS AU TITRE DE LA FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT

Dans le cadre de la demande de décaissement au titre de la facilité de crédit rapide et de rééchelonnement de l'accès au titre de la facilité élargie de crédit, les documents ci-après ont été publiés et figurent dans le présent dossier :

- Un **communiqué de presse** comprenant une déclaration du président du conseil d'administration.
- Le **rapport des services du FMI** établi par une équipe des services du FMI en vue de son examen par le conseil d'administration le 30 avril 2020. Ce rapport a été établi à l'issue des discussions qui ont pris fin le 16 avril 2020 avec les autorités Maliennes sur l'évolution et les politiques économiques du pays qui sous-tendent un décaissement au titre de la facilité de crédit rapide et de rééchelonnement de l'accès au titre de la facilité élargie de crédit. La rédaction du rapport des services du FMI, qui repose sur les informations disponibles au moment de ces discussions, a été achevée le 24 avril 2020.
- Une **analyse de viabilité de la dette** établie par les services du FMI et de la Banque mondiale.
- Une **déclaration de l'administrateur** pour le Mali.

La politique de transparence du FMI autorise la suppression, dans les rapports des services du FMI et autres documents publiés, d'informations délicates au regard des marchés et d'informations qui divulgueraient de façon prématurée les intentions de politique économique des autorités.

Ce document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante :

International Monetary Fund • Publication Services
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090 (États-Unis)
Téléphone : +1 (202) 623-7430 • Télécopie : +1 (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org Site web : <http://www.imf.org>
Prix : 18 dollars l'exemplaire imprimé

Fonds monétaire international
Washington



Le conseil d'administration du FMI approuve en faveur du Mali un décaissement de 200 millions de dollars pour aider le pays à faire face à la pandémie de COVID-19

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

- Le FMI a approuvé en faveur du Mali un décaissement de 200 millions de dollars au titre de la facilité de crédit rapide afin d'aider le pays à satisfaire les besoins urgents de financement du budget et de la balance des paiements qui résultent de la pandémie de COVID-19.
- Ce décaissement permettra de soutenir les dépenses urgentes de santé et d'aider les entreprises et les ménages affectés, tout en préservant l'enveloppe globale des dépenses sociales.
- Les autorités ont réagi rapidement en prenant des mesures pour contenir la propagation du virus et en atténuer les répercussions économiques et sociales.

Washington, 30 avril 2020. Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé en faveur du Mali un décaissement de 146,668 millions de DTS (environ 200,4 millions de dollars, ou 78,6 % de la quote-part) au titre de la [facilité de crédit rapide \(FCR\)](#) pour aider le pays à satisfaire ses besoins urgents de financement du budget et de la balance des paiements face à l'évolution rapide de la pandémie. Cela fait suite à [l'approbation récente d'un allègement du service de la dette](#) envers le FMI d'environ 10 millions de dollars pour les six prochains mois au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes.

Le choc de la COVID-19 frappe durement l'économie alors même que le pays fait déjà face à une situation sociale et sécuritaire difficile. Les perspectives économiques se sont significativement détériorées, et la croissance devrait ralentir pour se situer en dessous de 1 %, ce qui fera augmenter les taux déjà élevés de chômage et de pauvreté. Les autorités ont réagi rapidement en prenant des mesures pour contenir la propagation du virus et en atténuer les répercussions économiques et sociales. Ces mesures d'urgence, ainsi que le ralentissement économique, alourdiront le déficit budgétaire et les besoins de financement du pays. S'ils ne sont pas satisfaits, ces besoins de financement empièteront sur les dépenses de développement et les dépenses sociales qui sont indispensables.

À l'issue des discussions du conseil d'administration sur le Mali, M. Mitsuhiro Furusawa, directeur général adjoint et président par intérim, a fait la déclaration ci-après :

« La pandémie de COVID-19, qui vient s'ajouter aux problèmes de sécurité existants, pèse lourdement sur la croissance économique et la santé publique au Mali. Le fléchissement de l'activité économique, les répercussions sur le commerce et les chocs sur le financement à l'échelle mondiale, ainsi que les mesures budgétaires prises pour faire face à la crise ont créé des besoins urgents de financement de la balance des paiements et du budget.

« Les autorités ont réagi rapidement à la pandémie en prenant des mesures d'endiguement, en renforçant la riposte sanitaire et en adoptant des mesures d'urgence pour venir en aide aux ménages et aux entreprises touchés. La banque centrale régionale a pris des mesures pour apporter des liquidités dans le système bancaire.

« La crise et la riposte des pouvoirs publics entraîneront un creusement temporaire du déficit budgétaire. Les autorités prennent des mesures pour contenir les pressions budgétaires en établissant de nouvelles priorités parmi les dépenses, mais elles devront obtenir des financements supplémentaires importants pour préserver la stabilité macroéconomique et les progrès accomplis sur le plan du développement.

« Le financement d'urgence au titre de la facilité de crédit rapide du FMI, qui suit l'approbation récente d'un allègement du service de la dette au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes du FMI, aidera les autorités dans leur riposte à la crise, mais un appui supplémentaire de la part des partenaires au développement sera nécessaire pour en atténuer les effets sociaux et économiques. La volonté des autorités de respecter des normes élevées de transparence et de gouvernance dans la gestion de l'aide financière des partenaires au développement est salubre.

« Une fois que la crise s'atténuera, il sera essentiel de retrouver progressivement la trajectoire de réforme prévue dans le programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) pour préserver la viabilité de la dette et réaliser une croissance vigoureuse et inclusive. »

Informations supplémentaires

Outil de suivi des prêts du FMI (demandes de financement d'urgence approuvées par le conseil d'administration du FMI)

<https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/COVID-Lending-Tracker>

Calendrier du conseil d'administration du FMI

<https://www.imf.org/external/NP/SEC/bc/eng/index.aspx>



MALI

24 avril 2020

DEMANDE DE DÉCAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITÉ DE CRÉDIT RAPIDE ET DE RÉÉCHELONNEMENT DE L'ACCÈS AU TITRE DE LA FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT

THÈMES PRINCIPAUX

Contexte. La pandémie de COVID-19 est venue s'ajouter aux graves problèmes que connaît le Mali sur le plan social et sécuritaire. Elle a gagné le pays relativement tard : les premières infections ont été confirmées le 24 mars et le nombre de cas s'élevait à 293 (dont 17 décès) au 22 avril 2020. Les autorités ont rapidement pris des mesures d'endiguement, en mars, et ont annoncé un ensemble de mesures de soutien économique et social au début du mois d'avril. La croissance devrait fortement décélérer en 2020 en raison de la baisse des voyages, des échanges commerciaux, des investissements directs étrangers (IDE) et des envois de fonds. Les pertes d'emplois, la faiblesse des dispositifs de protection sociale dans un contexte d'informalité élevée, l'insécurité alimentaire et la fragilité du système de santé vont exacerber les problèmes sociaux. La baisse de l'activité économique et les mesures prises par les pouvoirs publics vont peser lourdement sur le budget et la balance des paiements, entraînant des besoins de financement de 2,9 % et 3,1 % du PIB respectivement.

Résultats du programme. La première revue de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) a été achevée le 8 janvier 2020. La tenue de discussions dans le cadre de la deuxième revue (pour évaluer les résultats à fin 2019 et recalibrer le programme) est impossible compte tenu des restrictions actuelles liées à la pandémie, de la gravité du choc et de l'incertitude quant aux perspectives, et se fera lorsque la situation le permettra. Selon des données préliminaires, les critères de réalisation à fin 2019 ont été atteints et des progrès ont été accomplis dans le cadre des réformes structurelles visant à renforcer l'administration fiscale et la gestion publique financière.

Demande d'une aide du FMI. Pour contribuer à couvrir les besoins de financement immédiats résultant du choc et préserver les dépenses prioritaires, les autorités demandent une aide au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) d'un montant de 146 667 600 DTS (78,6 % de la quote-part), ainsi qu'un rééchelonnement de l'accès aux ressources dans le cadre de l'accord au titre de la FEC. Elles demandent que le

décaissement au titre de la FCR soit effectué sous forme d'aide budgétaire directe. Compte tenu du besoin de financement urgent de la balance des paiements dû à la pandémie de COVID-19 et de l'impossibilité de mener à bien une revue dans le cadre de l'accord au titre de la FEC, les services du FMI souscrivent à ces demandes et saluent les engagements pris pour garantir la transparence et la redevabilité dans l'utilisation des fonds d'urgence. La FCR couvrira environ 40 % des besoins de financement en 2020 et devrait jouer un rôle de catalyseur. Les autorités sont en contact étroit avec d'autres partenaires au développement, dont la Banque mondiale, pour couvrir les besoins de financement restants.

Approuvé par
Annalisa Fedelino
(AFR) et Maria
Gonzalez (SPR)

Membres de l'équipe : Aliona Cebotari (cheffe), Irena Jankulov Suljagic et Asel Isakova (toutes du département Afrique), David Bartolini (département des finances publiques), Modeste Somé (département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation), René Tapsoba (représentant résident) et Bakary Traore (économiste local). L'équipe a pu compter sur le précieux concours d'Edna Mensah (analyste chercheur) et de Jacques Treilly (assistant administratif). Les échanges avec les autorités ont eu lieu le 16 avril 2020. Oumar Diakite (bureau de l'administrateur) et des représentants de la Banque mondiale y ont pris part.

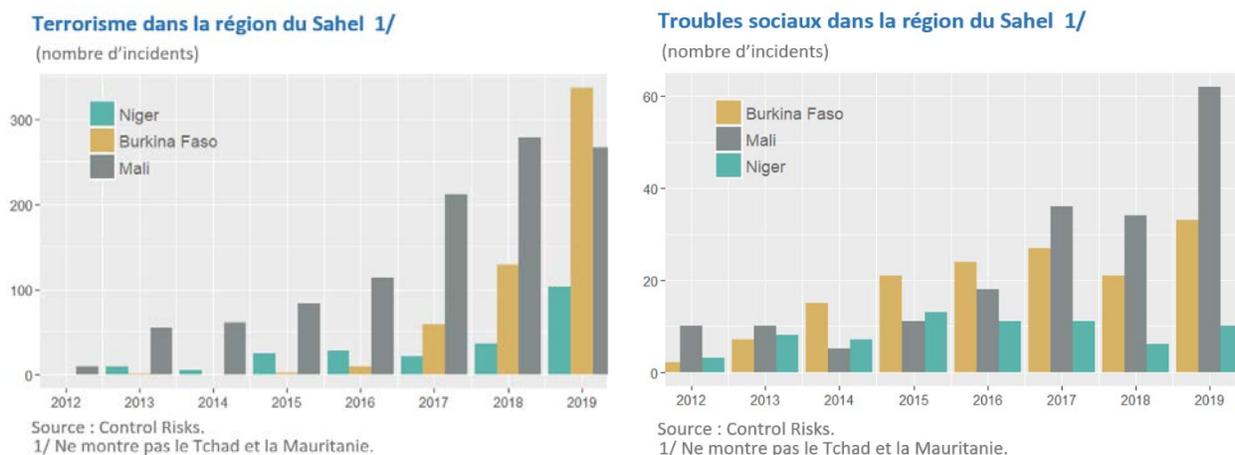
TABLE DES MATIÈRES

CONTEXTE	4
REPERCUSSIONS DE LA PANDEMIE, PERSPECTIVES ET RISQUES	5
A. Évolution de la situation avant la pandémie de COVID-19	5
B. Premières répercussions et riposte	6
C. Perspectives et risques	7
ENJEUX ET DISCUSSIONS	8
A. Politique budgétaire	8
B. Apporter des liquidités et préserver la stabilité financière	12
ACCÈS ET CAPACITÉ À REMBOURSER LE FMI	12
A. Niveau et modalités d'accès	12
B. Capacité à rembourser le FMI et évaluation des sauvegardes	13
ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI	13
ENCADRE	
1. Mesures annoncées par le gouvernement malien pour lutter contre la COVID-19	11
TABLEAUX	
1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2017–25	15
2a. Opérations financières consolidées de l'administration (en milliard de FCFA)	16
2b. Opérations financières consolidées de l'administration (en pourcentage du PIB)	17
3a. Balance des Paiements, 2017–25 (en milliards de FCFA)	18
3b. Balance des Paiements, 2017–25 (en pourcentage du PIB)	19
4. Situation monétaire, 2016–20	20
5. Indicateurs de Solidité Financière du Secteur Bancaire, 2015–19	21
6. Indicateurs de capacité à rembourser le FMI, 2020–33	22
7. Besoins de financement, 2019–23	23
8. Proposition de calendrier pour les décaissements au titre de l'accord triennal FEC, 2019–22	24
APPENDICE	
I. Lettre d'intention	25

CONTEXTE

1. La pandémie de COVID-19 est survenue alors que le pays fait face à une situation difficile sur le plan social et sécuritaire. Les attaques terroristes dans les régions du Nord et du Centre restent fréquentes, entraînant beaucoup de déplacements de population et entravant la mise en œuvre de la politique économique (graphique 1 du texte). Les tensions sociales s'ajoutent aux conditions de sécurité difficiles, avec en toile de fonds des manifestations de masse revendiquant des actions plus décisives pour vaincre le terrorisme, et des grèves autour de revendications salariales paralysant le secteur de l'éducation depuis des semaines. De timides signes d'apaisement des tensions sont apparus à la suite du dialogue national inclusif tenu en décembre 2019 entre différents groupes politiques et des partenaires sociaux, lequel a insufflé un nouvel élan favorable à la mise en œuvre de l'accord de paix de 2015 et ouvert la voie à la tenue des élections législatives (qui avaient été reportées à deux reprises) le 29 mars et le 19 avril 2020.

Graphique 1 du texte. Mali : conditions de sécurité et situation sociale dans le contexte régional



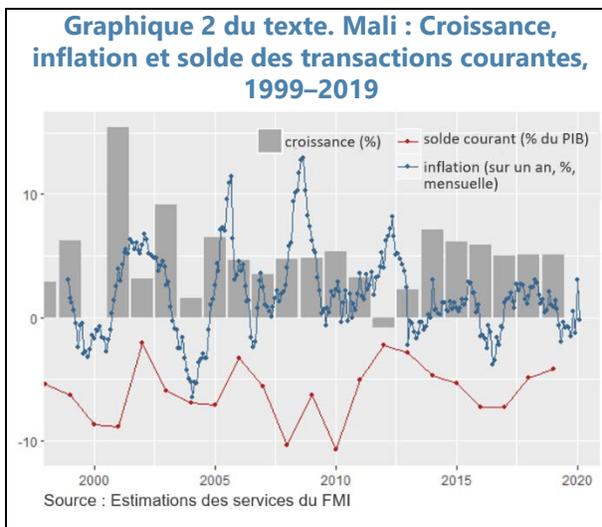
2. Les autorités ont mis en œuvre un programme de réformes appuyé par le FMI au titre de la [facilité élargie de crédit \(FEC\)](#). L'objectif principal du programme est de promouvoir une croissance forte et inclusive, de créer un espace budgétaire pour préserver les dépenses sociales d'investissement dans un contexte d'augmentation continue des dépenses de sécurité, et de soutenir les réformes visant à améliorer la gouvernance. La [première revue de l'accord au titre de la FEC](#) a été achevée le 8 janvier 2020¹. La tenue de discussions dans le cadre de la deuxième revue (pour évaluer les résultats à fin 2019 sur le plan budgétaire et recalibrer le programme) est impossible compte tenu des restrictions actuelles liées à la pandémie, de l'ampleur du choc et de l'incertitude quant aux perspectives macroéconomiques, et se fera lorsque la situation le permettra. Selon des données préliminaires, les critères de réalisation quantitatifs pour 2019 ont été respectés. Il est important de noter que les efforts de l'administration fiscale ont permis de rattraper le manque à gagner sur les recettes fiscales enregistré en 2018. La mise en œuvre de réformes structurelles se poursuit, y compris l'administration des douanes et la gestion publique financière.

¹ L'équivalent de 20 millions de DTS a été décaissé à l'issue de la revue, ce qui porte le total des décaissements au titre de l'accord à l'équivalent de 40 millions de DTS (environ 55,26 millions de dollars, soit 0,3 % du PIB de 2019), sur un accès total de 139,95 millions de DTS ou 75 % de la quote-part.

REPERCUSSIONS DE LA PANDEMIE, PERSPECTIVES ET RISQUES

A. Évolution de la situation avant la pandémie de COVID-19

3. Avant le choc de la COVID-19, les résultats économiques étaient globalement bons malgré des problèmes de sécurité persistants. Selon des données préliminaires, la croissance s'est maintenue à 5 % en 2019, autour de son taux potentiel, car l'activité économique se concentre principalement dans les zones du Sud qui sont relativement moins touchées par la crise sécuritaire (graphique 2 du texte). Malgré une croissance robuste, l'inflation a été négative pendant la majeure partie de l'année 2019 et au début de 2020, en raison des effets sur l'offre d'une production alimentaire élevée et de la baisse des prix des transports, ainsi que de la faible inflation dans la zone euro. Grâce au niveau élevé des exportations d'or, le déficit courant a été réduit à 4,2 % du PIB en 2019, ce qui, conjugué à un financement plus important du secteur public, ont contribué à améliorer la position extérieure.



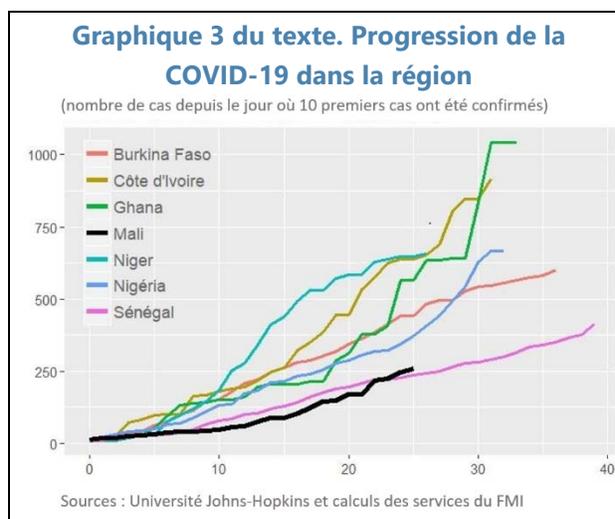
4. La situation budgétaire s'est renforcée en 2019. Selon des données préliminaires, le déficit conventionnel a diminué de 3,1 points de pourcentage pour atteindre 1,7 % du PIB en 2019 (contre un plafond de 3% du PIB fixé dans le programme). Cette amélioration est due pour l'essentiel à un redressement programmé de la mobilisation des recettes fiscales après son effondrement en 2018, grâce à plusieurs missions d'assistance technique du FMI visant à renforcer l'administration fiscale et douanière. Les recettes fiscales ont été légèrement supérieures aux prévisions, mais le niveau plus fiable du déficit budgétaire par rapport à l'objectif s'explique en grande partie par une restriction des dépenses (1,2 % du PIB) due à un retard dans le décaissement des appuis budgétaires. Il ressort des données préliminaires que tous les arriérés de l'administration centrale ont été réglés à fin 2019. Bien que certains arriérés intérieurs se soient à nouveau accumulés au début de l'année 2020 en raison de difficultés persistantes dans la gestion de la trésorerie, ils seront apurés dans le cadre du plan de soutien à l'économie élaboré par les autorités. La dette publique a atteint 40,5 % du PIB à la fin de l'année 2019, dont 26,4 % du PIB pour la dette extérieure².

² En fin 2019, la dette publique était supérieure d'environ 2 points de pourcentage du PIB aux projections de la première revue du programme, en raison d'une omission dans les encours de certains flux de financement intérieurs. Cela n'a pas d'incidence sur les critères de réalisation du programme, formulés sur la base de flux.

5. Les perspectives économiques étaient également positives. L'activité devait s'établir autour de son taux de croissance potentiel de 5 %. Les pressions déflationnistes de 2019 devaient progressivement s'estomper et l'inflation revenir à la cible régionale de l'UEMOA³, fixée à 2 %, à moyen terme. Le déficit courant (4-5 % du PIB) devait se creuser progressivement, en raison notamment d'une baisse prévue des exportations d'or. La politique budgétaire avait pour objectifs un déficit conventionnel de 3 à 3,5 % du PIB et une dette publique relativement faible et viable (mise à jour de l'analyse de viabilité de la dette (AVD) en annexe).

B. Premières répercussions et riposte

6. Le Mali a été nettement touché par la pandémie de COVID-19. Les premiers cas de COVID-19 ont été confirmés le 24 mars, plus tard que dans la plupart des pays, mais le nombre de cas a rapidement augmenté pour atteindre 293 (dont 17 décès) le 22 avril. Le gouvernement a réagi de manière proactive à l'émergence mondiale de la pandémie. À la mi-mars, il a instauré des mesures d'endiguement préventives, dont la suspension des vols commerciaux en provenance des pays touchés (sauf pour le transport de marchandises), la fermeture des frontières terrestres, la suspension de tous les rassemblements publics, l'interdiction des manifestations sociales, sportives, culturelles et politiques de plus de 50 personnes, et la fermeture des écoles, des boîtes de nuit et des bars. En outre, le gouvernement a mis en place une unité de gestion de la crise et des centres de mise en quarantaine. À la suite de l'apparition de cas de COVID-19 au Mali, le gouvernement a instauré un couvre-feu nocturne pour renforcer les mesures en place et ainsi prévenir la propagation du virus. Un confinement dans la capitale, où ont été recensés la plupart des cas, est en considération, mais n'a pas encore été imposé. Le 10 avril, les autorités ont annoncé une série de mesures globales pour soutenir l'économie et les couches les plus vulnérables de la société (encadré 1).



7. Les chocs externes et les mesures d'endiguement nécessaires ont eu de lourdes répercussions sur l'économie. Les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et des transports sont déjà touchés : la chute brutale de l'activité oblige à réduire les effectifs alors que les travailleurs ne bénéficient pas de dispositif de sécurité sociale tel que l'assurance chômage. Les chocs externes sur l'offre ralentissent les importations d'intrants manufacturiers et la production. L'effondrement de la demande extérieure va également freiner les exportations, notamment de coton (principalement exporté vers l'Asie). À mesure que ces premiers effets se répercuteront dans toute l'économie, les revenus et la consommation des ménages diminueront, l'activité et les investissements des

³ Les membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

entreprises fléchiront davantage en raison de la baisse de la demande et des tensions de trésorerie, et le chômage augmentera. Le faible accès aux services et aux structures de santé de base, les niveaux élevés de travail informel et de pauvreté, la fragilité du système de santé et les pénuries de matériel et d'équipements médicaux sont autant de facteurs qui pourraient aggraver les répercussions économiques et sociales de la pandémie, en particulier pour les plus vulnérables.

C. Perspectives et risques

8. En raison de la pandémie de COVID-19, les perspectives pour 2020 se sont considérablement détériorées.

- *Croissance.* Dans l'ensemble, la croissance devrait tomber en-dessous de 1 % en 2020, contre 5,1 % prévus au moment de la première revue de l'accord au titre de la FEC, du fait de la pandémie. L'écart de production négatif se résorbera progressivement au cours des trois ou quatre prochaines années, en même temps que la reprise sur les marchés mondiaux et intérieurs.
- *Inflation.* Les perspectives en matière d'inflation restent globalement inchangées. Les éventuelles pressions à la hausse dues aux perturbations de l'offre et au soutien des pouvoirs publics seront probablement compensées par l'écart de production élevé et la baisse des prix du pétrole, qui devraient se répercuter progressivement sur les prix intérieurs.
- *Position extérieure.* Les services du FMI prévoient une détérioration de la situation globale de la balance des paiements en 2020, ce qui devrait créer un besoin de financement d'environ 3,1 % du PIB. Le déficit courant devrait être ramené à environ 3,6 % du PIB en 2020, grâce notamment à une amélioration sensible des termes de l'échange (baisse du prix du pétrole et hausse du prix de l'or). La contraction des importations due à la baisse de la facture énergétique, aux perturbations commerciales et à la diminution de la demande intérieure devrait être plus marquée que la perte de recettes d'exportation (en particulier des exportations de coton vers l'Asie) et la diminution des envois de fonds en provenance d'Europe, des États-Unis et de la région. Dans le même temps, une baisse des IDE et des autres entrées de capitaux privés pèsera sur le compte financier, dont la détérioration contrebalancera plus que proportionnellement l'amélioration du solde courant.

9. Les risques à la baisse dominant les perspectives. Les répercussions de la pandémie sur l'économie pourraient se révéler plus graves que prévu, en particulier si un confinement ou des mises en quarantaine deviennent nécessaires. Des effets plus profonds et plus prolongés de la pandémie feront également peser des risques sur la reprise prévue après 2020, compte tenu notamment de la situation déjà précaire sur le plan social et sécuritaire. L'agriculture, très dépendante de la pluviométrie, reste vulnérable aux aléas climatiques et aux éventuelles perturbations de son cycle dues à la pandémie. Une forte dépendance à l'égard des exportations d'or et de coton rend la position extérieure du Mali vulnérable à la demande et aux cours internationaux de ces biens. La possibilité d'une détérioration des conditions de sécurité et l'instabilité politique sont également source de risques de dégradation. Du côté positif, la croissance

pourrait bénéficier d'une bonne production agricole, si celle-ci demeure relativement épargnée par les mesures d'endiguement, et de l'amélioration possible des conditions de sécurité si l'accélération souhaitée de la mise en œuvre de l'accord de paix de 2015 se concrétise.

Tableau 1 du texte. Mali : principaux indicateurs économiques, 2016–21^{1/}

	2016	2017	2018	2019		2020		2021	
				Prog.	Est.	Prog.	Prév.	Prog.	Prév.
PIB réel (en pourcentage)	5.9	5.0	5.2	5.0	5.1	5.0	0.9	5.0	4.0
IPC (moyenne annuelle)	-1.8	1.8	1.7	0.4	-0.6	0.6	0.6	1.5	1.5
Dettes publiques totales (l'administration centrale, pourcentage du PIB)	36.0	36.0	37.7	38.3	40.4	39.0	44.6	39.5	45.0
Solde budgétaire global (l'administration centrale, pourcentage du PIB)	-3.9	-2.9	-4.8	-2.9	-1.7	-3.5	-6.2	-3.3	-3.0
Recettes fiscales	14.9	15.2	11.9	14.5	14.7	15.5	13.3	15.7	13.8
Autres recettes et dons	3.4	4.9	3.7	7.8	6.7	7.4	7.6	7.0	7.6
Dépenses	22.2	22.9	20.4	25.2	23.1	26.4	27.1	25.9	24.4
Solde extérieur courant (en pourcentage du PIB)	-7.2	-7.3	-4.9	-5.6	-4.2	-4.4	-3.6	-4.6	-3.8

Sources : Autorités maliennes; et estimations et projections des services du FMI.

¹ Première revue de l'accord au titre de la Facilité Élargie de Crédit (Rapport pay du FMI No.20/8). Les données budgétaires se rapportent à l'administration centrale.

ENJEUX ET DISCUSSIONS

La priorité à court terme des autorités est de maîtriser les répercussions de la pandémie sur les plans humanitaire et économique, tout en préservant la stabilité macroéconomique. Les mesures correspondantes auront inévitablement une incidence notable sur les perspectives économiques et creuseront de manière sensible, mais temporaire, les déficits budgétaire et extérieur, qui devraient être couverts grâce à l'aide de partenaires pour le développement et aux ressources existantes sur le marché intérieur. Les autorités restent attachées aux objectifs définis dans le cadre de l'accord au titre de la FEC et à un retour rapide à la réalisation des objectifs du programme une fois que les priorités liées à la crise auront été satisfaites.

A. Politique budgétaire

10. L'accommodation des mesures visant à faire face à la crise liée à la pandémie de COVID-19 creusera le déficit budgétaire. Les services du FMI prévoient que le déficit passerait de 3,5 % du PIB, objectif fixé lors de la première revue du programme, à 6,2 % du PIB en 2020 (tableau 2 du texte)⁴.

- Les recettes fiscales devraient tomber à 13,3 % du PIB en 2020, soit 2,2 points de pourcentage de moins par rapport aux projections établies dans le cadre du programme FEC. Cela s'explique notamment par : i) une baisse de la part des recettes liées au commerce, en raison des perturbations du commerce international et de la diminution de la facture des importations de pétrole ; ii) des difficultés liées à la pandémie qui empêchent les entreprises et les ménages de remplir leurs obligations fiscales et les autorités de recouvrer les impôts en l'absence de services numériques pleinement opérationnels ; iii) l'inexistence de recouvrement ponctuel d'arriérés

⁴ Les services du FMI encouragent les autorités maliennes à s'entendre avec les autorités de l'UEMOA sur une déviation temporaire par rapport au critère de convergence limitant le déficit budgétaire.

d'impôts, qui avait permis de doper les recettes en 2019 ; et iv) les récentes mesures de lutte contre la crise (encadré 1).

- Les recettes non fiscales devraient également être inférieures aux prévisions, notamment en raison du retard probable dans la vente d'une licence de télécommunication compte tenu de la conjoncture économique actuelle (0,5 % du PIB).
- La baisse des recettes devrait être partiellement compensée par une augmentation des dons (d'un montant supplémentaire équivalent à 0,5 % du PIB) ; certaines aides liées à la crise ont déjà été approuvées par des institutions internationales⁵.
- Les dépenses budgétaires d'urgence visant à contenir la pandémie et à atténuer ses répercussions économiques et sociales, qui s'accompagneront de paiements accélérés au secteur privé, sont estimées à 2,2 % du PIB pour 2020. Les mesures annoncées visent principalement à renforcer les capacités en matière de soins médicaux et à soutenir les revenus des ménages et des entreprises les plus touchés (encadré 1).
- Pour compenser les pertes de recettes et la nécessité d'engager des dépenses supplémentaires, une re-priorisation des dépenses non essentielles sera opérée. Un projet de loi de finances rectificative incorporant les mesures de crise et une révision des perspectives de recettes sera présenté à la fin du mois d'avril 2020.

Tableau 2 du texte. Mali : besoins de financement, 2020
(en pourcentage du PIB)

	Prog.	Proj.	Diff.
Recettes	16.8	14.1	-2.7
Recettes fiscales	15.5	13.3	-2.2
Recettes non-fiscales	1.3	0.8	-0.5
Dons	2.5	3.0	0.5
Dépenses budgétaires	22.9	23.4	0.5
Dépenses courantes	13.6	15.6	2.0
Dépenses en capital	9.3	7.8	-1.5
Solde global (base engagement)	-3.5	-6.2	2.7
Ajustement base caisse	-0.1	0.1	-0.2
Financement	3.6	6.1	2.5
Financement extérieur	1.2	1.3	0.1
Financement intérieur	2.4	1.9	-0.5
Écart de financement	0.0	-2.9	-2.9
Sources de financement (prélim.)			
FCR (FMI)		1.1	
Banque Mondiale		0.3	
BOAD		0.1	
G20		0.4	
Écart de financement résiduel		-1.0	
<i>Pour mémoire:</i>			
PIB nominal (milliards de FCFA)	10,895	10,427	
Sources: Autorités Maliennes; estimations des services du FMI.			

11. L'accroissement du déficit budgétaire entraînera un besoin de financement estimé à 2,9 % du PIB en 2020 (tableau 2 du texte). Pour combler ce besoin, les autorités sollicitent une aide au titre de la facilité de crédit rapide (FCR), qui permettra de financer environ 40 % du montant nécessaire. Le reste de l'écart devrait être comblé en partie par l'aide de la Banque mondiale (montant supplémentaire équivalant à 0,3 % du PIB sous forme de soutien budgétaire sur la base d'engagements antérieurs) et par l'aide récemment approuvée par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) pour les pays de l'UEMOA, qui consiste, pour le Mali, en un prêt concessionnel de 15 milliards de FCFA (environ 0,1 % du PIB) et en un allègement du service de la dette pendant une partie de l'année 2020. Les autorités ont également l'intention de demander aux créanciers bilatéraux officiels une suspension du service de la dette et sont en contact étroit avec

⁵ Le FMI a approuvé un don de 6 milliards de FCFA (0,1 % du PIB) visant à alléger le service de la dette au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes, et la Banque mondiale a apporté 10,7 milliards de FCFA (0,1 % du PIB) sous la forme de dons pour renforcer les capacités des structures de santé publique. Des dons supplémentaires sont attendus de la Banque africaine de développement et de la France.

d'autres partenaires au développement pour obtenir des dons et des financements concessionnels afin de couvrir le besoin de financement restant (environ 1 % du PIB).

12. Selon les perspectives budgétaires dans le scénario de référence, la dette publique du Mali reste viable. Le décaissement au titre de la FCR n'aura pas d'incidence majeure sur la viabilité de la dette du Mali et sur sa capacité à rembourser le FMI. Sur la base d'une mise à jour de l'AVD qui tient compte des répercussions macroéconomiques de la COVID-19, le risque de surendettement public extérieur et global du Mali reste modéré. La dynamique globale de la dette reste viable, avec une certaine marge de manœuvre pour absorber les chocs. Tous les ratios de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État et de la dette publique totale restent inférieurs aux seuils correspondants selon le scénario de référence (voir la mise à jour de l'AVD en annexe).

13. Les perspectives budgétaires pour 2020-21 demeurent toutefois très incertaines. Les projections actuelles reposent sur l'hypothèse d'une résorption de la pandémie au cours du second semestre de 2020. Si la pandémie venait à avoir des effets plus longs et plus profonds, qui nécessiteraient des mesures budgétaires de plus grande envergure pour faire face à la crise, les perspectives budgétaires se détérioreraient davantage et la reconstitution de l'assiette fiscale serait retardée ou partielle. En outre, la matérialisation des passifs éventuels liés à des entreprises publiques (notamment pour ce qui est de l'électricité et de l'eau) constitue un risque de détérioration pour les perspectives budgétaires. Pour réduire les risques au minimum, il serait utile de fixer un horizon temporel clair pour les mesures de crise et d'élaborer des plans d'urgence dans l'éventualité où la crise serait plus grave que prévu⁶. Les risques pesant sur le financement du besoin de financement non couvert sont également élevés : si aucun financement supplémentaire (sous forme de dons ou de prêts concessionnels) n'est obtenu, les plans d'investissement ne seront pas exécutés comme prévu dans le scénario de référence.

14. Les autorités sont déterminées à revenir aux objectifs budgétaires fixés dans le cadre du programme au titre de la FEC lorsque les effets de la pandémie se seront atténués. Elles sont convaincues que les ressources supplémentaires provenant des partenaires au développement préserveront le tissu économique du pays et permettront une reprise rapide, une réduction sensible du déficit budgétaire en 2021 et une augmentation constante du ratio recettes fiscales/PIB. La détermination des autorités à atteindre les objectifs de gouvernance et de transparence budgétaire prévus dans le cadre du programme FEC est essentielle à la réalisation de ces objectifs. Dans cet esprit, les autorités savent combien il est important de s'assurer que l'aide financière apportée par les partenaires au développement pour faire face à cette crise soit utilisée aux fins prévues et, dans cette optique, se sont engagées à procéder à un audit indépendant et rigoureux de ces dépenses par un tiers et à en publier les résultats dans un an environ ; rendre compte chaque trimestre des dépenses effectuées au titre des fonds d'urgence ; et publier régulièrement sur leur site Web des documents sur les grands projets de marchés publics et la validation ex post de leur exécution, en indiquant le nom des entreprises auxquelles sont confiés les projets et le nom de leurs bénéficiaires.

⁶ Les autorités maliennes considèrent généralement le report des dépenses d'investissement comme une mesure pour imprévus.

Encadré 1. Mesures annoncées par le gouvernement malien pour lutter contre la COVID-19

Le gouvernement a réagi à la pandémie en prenant des mesures d'endiguement préventives en début mars, puis en annonçant le 10 avril un ensemble de mesures de soutien aux ménages vulnérables et aux entreprises en difficulté.

- Dans le cadre des mesures d'endiguement préventives**, il a imposé la suspension des vols commerciaux (sauf pour le transport de marchandises), la fermeture des frontières terrestres, un couvre-feu nocturne, la suspension de tous les rassemblements publics, l'interdiction des manifestations sociales, sportives, culturelles et politiques de plus de 50 personnes, et la fermeture des écoles, des boîtes de nuit et des bars. Les horaires de travail dans l'administration publique ont également été réaménagés pour finir plus tôt dans la journée afin de protéger les fonctionnaires contre le virus. Les marchés de détail restent ouverts (en horaire réduit) pour éviter toute perturbation de l'approvisionnement de la population en produits de première nécessité et 20 millions de masques devraient être distribués à la population sous peu. Le gouvernement a également mis en place une unité de gestion de la crise et multiplie les campagnes de sensibilisation.
- Sur le plan sanitaire**, le gouvernement renforce les capacités de dépistage, augmente le nombre centres de mise en quarantaine et d'hospitalisation, et améliore les capacités de prise en charge médicales à travers un soutien programmé pour le secteur de la santé (y compris à travers des primes de motivations versées aux travailleurs du secteur de la santé).
- Mesures sociales en faveur des ménages les plus pauvres.** Ces mesures comprennent la mise en place d'un fonds spécial visant à apporter une aide ciblée au revenu des ménages les plus pauvres, la distribution massive de céréales et d'aliments bétail, la gratuité sur les factures d'eau et d'électricité pour les consommateurs relevant des tranches sociales pendant les mois d'avril et mai 2020 (ce qui donnera lieu à une augmentation des subventions aux entreprises publiques d'eau et d'électricité), une exonération de la TVA pendant 3 mois sur les tarifs de l'électricité et de l'eau, et une exonération des droits de douane pendant 3 mois sur l'importation de denrées alimentaires de première nécessité (riz et lait).
- Aide aux entreprises touchées par le ralentissement économique lié aux mesures d'endiguement préventives.** Ces mesures consistent notamment à créer un fonds de garantie pour soutenir les PME à hauteur de 0,2 % du PIB, à venir en aide aux entreprises publiques de fourniture d'eau et d'électricité, à apurer les arriérés de paiements intérieurs accumulés au cours de cette année et à accorder un report de paiement des impôts et un allègement fiscal pour réduire les contraintes de liquidités qui pèsent sur les entreprises les plus touchées, en particulier dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et des transports. En outre, le gouvernement a exhorté les banques commerciales à restructurer la dette des entreprises en difficulté, en s'appuyant sur le dispositif que la banque centrale régionale (BCEAO) a mis en place pour soutenir les entreprises connaissant des difficultés de remboursement.

Mali: Mesures budgétaires contre la crise (estimation préliminaire)		
	milliards de FCFA	pourcentage du PIB
Recettes	15	0.1
Exonération de la TVA les factures d'électricité pour 3 mois	9	
Exonérations accordées sur les importations de riz et de lait	7	
Dépenses	230	2.2
<i>Dépenses de santé</i>	56	0.5
Dépenses de santé et autres coûts	40	
don't Banque Mondiale	16	
<i>Mesures d'appui à l'économie</i>	52	0.5
Subvention d'Investissement (EDM)	17	
Subvention d'Investissement (SOMAGEP)	15	
Subvention aux Entreprises privées	20	
<i>Mesures d'appui aux ménages</i>	122	1.2
Fonds spécial pour les familles les plus vulnérables	100	
Distribution gratuite des céréales et les aliments bétails	15	
Gratuité des tranches sociales	7	

Sources: Autorités Maliennes.

B. Apporter des liquidités et préserver la stabilité financière

15. Bien que le système financier paraisse globalement stable, des poches de vulnérabilité pourraient apparaître si les perturbations causées par la COVID-19 se révélaient particulièrement graves.

Le secteur bancaire semble être suffisamment capitalisé, avec un ratio global des fonds propres de 13,5 % en 2019. Les banques sont rentables, mais le niveau de prêts improductifs reste relativement élevé, à 10,5 % du total des prêts à la fin 2019, et environ la moitié de ces prêts est provisionnée. Compte tenu de la concentration des prêts bancaires dans les secteurs de l'industrie manufacturière, de l'immobilier, de l'hôtellerie et du commerce de gros et de détail, secteurs qui connaissent des perturbations de leur chaîne d'approvisionnement et de leurs activités, les bénéfices et la qualité des actifs pourraient être sensiblement compromis, en particulier dans les banques présentant un risque élevé de concentration du crédit.

16. La BCEAO a adopté un certain nombre de mesures pour préserver la stabilité financière et fournir des liquidités supplémentaires.

Le 21 mars 2020, la BCEAO a annoncé :

i) l'augmentation du volume total de liquidités mises à la disposition des banques par des adjudications hebdomadaires et mensuelles ; ii) l'élargissement de l'accès au dispositif de garantie permettant d'obtenir un refinancement auprès de la banque centrale ; iii) la mise en place d'un dispositif au sein du système bancaire pour soutenir les entreprises ayant des difficultés de remboursement liées à la pandémie de COVID-19 ; iv) une allocation de 25 milliards de FCFA au fonds fiduciaire de la BOAD afin d'augmenter le montant des prêts concessionnels accordés aux pays admissibles pour que ceux-ci financent des dépenses urgentes d'investissement et d'équipement ; v) la communication de renseignements sur le programme spécial de refinancement des crédits bancaires accordés aux PME ; vi) l'ouverture de négociations avec les entreprises émettant de la monnaie électronique pour encourager son utilisation ; et vii) la garantie d'une provision suffisante de billets de banque pour assurer un fonctionnement satisfaisant des distributeurs automatiques de billets. Le 23 mars, la BCEAO a augmenté les liquidités mises à la disposition des banques lors de ses adjudications hebdomadaires et mensuelles, ce qui a permis aux taux moyens de refinancement de rester relativement proches du plancher du « couloir » de la politique monétaire, compris entre 2,5 et 4 %. Enfin, le 27 mars, la BCEAO a annoncé une stratégie d'adjudication intégrale à un taux d'intérêt fixe de 2,5 %, ce qui permettra aux banques de satisfaire pleinement leurs besoins de liquidités à un moindre coût. Des échanges sur la politique monétaire, les questions macro-prudentielles et le secteur financier sont menés avec les autorités au niveau régional (UEMOA).

ACCÈS ET CAPACITÉ À REMBOURSER LE FMI

A. Niveau et modalités d'accès

17. Les autorités demandent un décaissement d'un montant équivalent à 78,6 % de la quote-part (146 667 600 DTS) au titre de la FCR pour faire face au choc lié à la pandémie de COVID-19, ainsi que le rééchelonnement de l'accord au titre de la FEC (annexe I). Compte tenu des besoins urgents de financements de la balance des paiements et du budget dus au choc

soudain de la pandémie de COVID-19, le Mali remplit les conditions requises pour bénéficier d'un décaissement au titre du guichet choc exogène. Les mesures d'urgence doivent être axées sur l'atténuation immédiate des graves conséquences à court terme de la pandémie sur le plan social et économique. Bien que le Mali ait achevé avec succès la première revue de son programme appuyé par le FMI, la deuxième revue ne peut être menée à bien immédiatement car les restrictions de voyage et autres liées à la COVID-19, ainsi que l'incertitude qui entoure les perspectives, rendent la tenue des discussions impossible à ce stade. Pour répondre aux besoins immédiats liés à la crise, il est proposé que l'encours des achats de 20 millions de DTS (10,7 % de la quote-part) dans le cadre de la deuxième revue du programme au titre de la FEC soit mis à disposition le 31 août 2020 et que l'encours des achats du même montant dans le cadre de la troisième revue soit mis à disposition le 11 janvier 2021 (tableau 8).

18. Il est prévu que la totalité du décaissement au titre de la FCR soit versée au budget des autorités pour soutenir la prise de mesures d'urgence. Le décaissement tombera à point nommé pour répondre à l'urgence des besoins budgétaires liés aux efforts déployés face aux répercussions de la pandémie et constituera également un apport de devises supplémentaires qui permettra d'éviter une forte baisse des réserves internationales de la BCEAO. La FCR devrait permettre d'accélérer la mobilisation de fonds supplémentaires auprès d'autres partenaires au développement et de contribuer ainsi à combler le besoin de financement restant.

B. Capacité à rembourser le FMI et évaluation des sauvegardes

19. La capacité du Mali à rembourser le FMI est satisfaisante. En tenant compte du décaissement au titre de la FCR, le montant total de l'encours des crédits auprès du FMI s'élèverait à 398 millions de DTS, soit 213,3 % de la quote-part⁷. Les risques liés à la capacité du Mali à assurer le service de sa dette envers le FMI sont atténués par le faible niveau d'endettement du pays, la possibilité d'obtenir des financements concessionnels auprès d'autres créanciers et l'attachement continu des autorités aux objectifs de l'accord au titre de la FEC. Sur la base des tirages actuels et prospectifs, le service total de la dette du Mali envers le FMI devrait culminer en 2027 à 80,7 millions de DTS (3,1 % des recettes publiques). Le Mali affiche de solides antécédents pour ce qui est du service de sa dette envers le FMI.

20. Une seule recommandation adressée à la BCEAO à l'issue de l'évaluation des garanties de 2018 reste en suspens. Elle porte sur le renforcement de la fonction de gestion des risques, une démarche qui est en cours. Il est ressorti de l'évaluation que, dans l'ensemble, la banque centrale continue d'appliquer de solides pratiques de contrôle.

ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

21. Le Mali a été gravement touché par la pandémie de COVID-19 alors qu'il est aux prises avec de graves problèmes sur le plan social et sécuritaire. La croissance devrait tomber en-

⁷ En plus du montant demandé au titre de la FCR, correspondant à 78,6 % de sa quote-part, le Mali présente un encours de crédit équivalent à 7,6 % de sa quote-part dans le cadre des accords au titre de la FCR et à 127,1 % de sa quote-part dans le cadre des accords au titre de la FEC.

dessous de 1 % en 2020, contre environ 5 % avant la crise, en raison du ralentissement mondial, des perturbations commerciales et des mesures d'endiguement qu'il a fallu prendre. Le ralentissement de l'activité économique pèsera sur les recettes, tandis que les mesures de lutte contre la pandémie et de protection des plus pauvres entraîneront une augmentation des dépenses publiques, ce qui creusera d'environ 2,7 points de pourcentage du PIB le déficit budgétaire, qui atteindra 6,2 % du PIB selon les estimations.

22. Les services du FMI saluent les mesures préventives que les autorités ont prises pour atténuer les répercussions de la pandémie. En plus des mesures d'endiguement préventives, les pouvoirs publics mettent au point d'autres mesures visant à soutenir le système de santé, à renforcer les programmes alimentaires et d'autres aides sociales destinés aux plus vulnérables et à venir en aide aux entreprises du secteur privé. Les services du FMI encouragent les autorités à veiller à ce que les mesures prises soient temporaires et conçues pour faire face à la crise, afin que l'intégrité de l'assiette fiscale et la stabilité à moyen terme des finances publiques soient préservées. Ils saluent la volonté des autorités de garantir une utilisation transparente et efficace des financements accordés par les partenaires pour le développement, notamment en améliorant la publication de données sur les dépenses correspondantes et en procédant à un audit après la crise.

23. Il sera indispensable de bénéficier du soutien des partenaires au développement pour répondre aux besoins urgents de financement budgétaire et extérieur. Le creusement du déficit dû aux mesures prises pour faire face à la crise créera des besoins de financement considérables estimés à environ 2,9 % pour le budget et 3,1 % pour la balance des paiements.

- Les services du FMI souscrivent donc à la demande des autorités concernant une aide financière au titre de la FCR d'un montant de 146 667 600 de DTS (78,6 % de la quote-part ou 1,1 % du PIB) et au rééchelonnement de l'accès à la FEC, afin de compléter l'allégement récent du service de la dette approuvé au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes. L'octroi de cette aide repose sur la nature exogène du choc, la priorité accordée à la maîtrise des répercussions de la pandémie dans le souci de protéger la santé publique et de maintenir la stabilité macroéconomique, et l'engagement pris par les autorités de reprendre la mise en œuvre du programme après la crise.
- Les services du FMI soulignent également l'importance que revêt le soutien d'autres institutions financières internationales et de partenaires bilatéraux, sous la forme de dons et de financements concessionnels supplémentaires qui permettraient de combler le déficit restant et de réduire au minimum les tensions sur les finances publiques.

24. Les autorités demeurent déterminées à atteindre les objectifs du programme. La crise va certes porter un coup d'arrêt aux efforts que les autorités déploient pour contenir le déficit budgétaire dans les limites régionales définies par l'UEMOA et pour mettre en œuvre des réformes structurelles dans les délais convenus, mais les autorités restent fermement déterminées à remettre le cap sur ces objectifs une fois que les priorités à court terme de lutte contre la crise auront été satisfaites. Les discussions concernant la deuxième revue du programme devraient reprendre à ce moment-là.

Tableau 1. Mali : Principaux indicateurs économiques et financiers, 2017–25

	2017	2018	2019		2020		2021		2022	2023	2024	2025
			1er revue ¹	Proj.	1er revue ¹	Proj.	1er revue ¹	Proj.				
Comptes nationaux et prix												
	(Variation annuelle en pourcentage)											
PIB réel	5.0	5.2	5.1	5.1	5.0	0.9	5.0	4.0	6.0	5.0	5.0	5.0
PIB réel hors agriculture	5.0	4.8	5.1	5.1	...	...	...	...	...	...	...	...
Déflateur du PIB	2.1	0.4	2.5	2.5	1.8	1.8	2.3	1.7	2.0	2.0	2.0	2.0
IPC (moyenne annuelle)	1.8	1.7	-0.4	-0.6	0.6	0.6	2.0	1.5	2.0	2.0	2.0	2.0
IPC (fin de période)	1.1	1.0	-0.8	-1.3	1.7	1.5	2.3	1.7	2.0	2.0	2.0	2.0
Secteur extérieur												
Termes de l'échange (détérioration -)	-25.3	-0.2	2.2	16.7	4.8	24.6	0.2	-6.7	-5.7	-4.5	-4.7	-4.1
Taux de change effectif réel (dépréciation -)	0.6	2.6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaie et crédit												
Crédit à l'État	55.7	64.1	27.7	-36.6	20.2	48.1	...	...	...	...	...	...
Crédit à l'économie	5.4	4.8	6.1	2.2	6.0	2.7	...	...	...	...	...	...
Masse monétaire au sens large (M2)	4.3	14.2	10.0	9.0	11.2	3.3	...	...	...	...	...	...
Budget de l'administration centrale												
	(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)											
Recettes	18.4	14.4	19.5	19.5	20.5	17.9	20.7	19.4	18.5	18.7	18.8	18.9
dont : Recettes fiscales	15.2	11.9	14.6	14.7	15.5	13.3	15.7	13.8	14.0	14.1	14.2	14.3
Dons	1.6	1.2	2.4	1.9	2.5	3.0	2.0	2.0	2.1	2.0	2.0	1.9
Total des dépenses et prêts nets	22.9	20.4	24.8	23.1	26.4	27.1	25.9	24.4	23.6	23.6	23.8	23.7
Solde global (base ordonnancement, dons inclus)	-2.9	-4.8	-2.9	-1.7	-3.5	-6.2	-3.3	-3.0	-3.0	-3.0	-3.0	-3.0
Solde global (base caisse, dons inclus)	-2.6	-3.9	-3.6	-2.6	-3.6	-6.1	-3.2	-2.9	-2.9	-2.9	-2.9	-2.9
Secteur extérieur												
Solde courant, transferts officiels inclus	-7.3	-4.9	-4.8	-4.2	-4.4	-3.6	-4.6	-3.8	-5.4	-6.5	-6.7	-7.2
Solde courant, transferts officiels exclus	-12.1	-9.3	-9.4	-9.0	-8.5	-7.1	-8.5	-8.0	-9.4	-10.1	-10.5	-10.8
Exportations de biens et services	22.5	24.7	23.6	24.6	24.0	24.4	23.0	25.4	24.5	24.2	23.9	23.6
Importations de biens et services	36.2	35.8	34.6	35.2	34.0	31.5	32.9	33.1	33.3	33.1	32.8	32.4
Balance globale des paiements	-0.5	1.1	-0.3	-0.5	0.1	-3.7	-0.2	0.2	-2.3	-2.8	-2.8	-3.4
Dette publique (fin de période)												
Dette extérieure et intérieure publique	36.0	37.7	38.3	40.4	39.0	44.6	39.5	45.0	44.8	44.7	44.8	44.7
Dette extérieure publique	25.0	24.9	26.3	26.4	26.1	30.1	25.7	29.7	28.1	26.6	25.3	24.4
Dette intérieure publique ²	11.0	12.8	12.0	14.0	12.9	14.5	13.8	15.3	16.7	18.1	19.5	20.3
Ratio du service de dette extérieure sur exportations de biens et services	4.4	3.8	4.0	5.2	4.6	6.6	4.7	6.9	7.2	6.9	6.7	5.3
Ratio du service de la dette sur recettes budgétaires	6.3	5.2	4.8	5.1	5.6	7.2	5.9	7.4	8.6	8.7	9.6	9.4
Pour mémoire:												
PIB nominal (milliards de FCFA)	8,922	9,426	10,214	10,154	10,917	10,427	11,732	11,030	11,929	12,776	13,683	14,654
PIB nominal (millions de dollars)	16.1	16.4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Balance globale des paiements (millions de dollars)	-71.1	189.0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de change dollar américain (fin de période)	554.2	576.2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Cours de l'or (dollar/once fine, Londres)	1257	1269	1400	1392	1531	1640	1558	1667	1684	1703	1721	1739
Cours de l'or (milliards de FCFA/tonne)	21.1	20.8	20.9	20.9	23.0	23.0	23.2	23.2	23.3	23.5	23.7	24.7
Cours du pétrole (brut au comptant) (dollars le baril)	53	68	62	61	58	36	55	38	41	43	45	46

Sources : Ministère de l'économie et des finances; et estimations et projections des services du FMI.

¹ Rapport pay du FMI No.20/8, Mali : Premier revue au titre de l'accord de Facilité Élargie de Crédit.² Y compris avances statutaires de la BCEAO, obligations d'État, bons du Trésor et autres créances.

Tableau 2a. Mali : Opérations financières consolidées de l'administration
(en milliard de FCFA)

	2017	2018	2019		2020		2021		2022	2023	2024	2025
			1er revue ¹	Est.	1er revue ¹	Prév.	1er revue ¹	Prév.					Prévisions
Recettes et dons	1790	1476	2235	2173	2501	2182	2660	2356	2458	2636	2843	3035
Recettes totales	1646	1359	1994	1982	2234	1869	2424	2138	2211	2385	2567	2763
Recettes budgétaires	1480	1182	1598	1571	1837	1472	1997	1718	1758	1899	2046	2206
Recettes fiscales	1354	1126	1494	1496	1694	1389	1840	1521	1668	1802	1941	2092
Impôts directs	419	340	454	472	525	444	581	476	521	564	611	662
Impôts indirectes	934	786	1040	1024	1169	945	1259	1045	1147	1238	1330	1430
TVA	524	415	605	551	663	488	718	543	598	648	698	752
Accises sur produits pétroliers	85	88	74	53	65	43	66	50	57	62	68	74
Droits d'importation	180	150	164	190	205	180	220	205	227	245	262	281
Autres taxes indirectes	235	198	269	300	314	311	339	329	354	378	404	433
Remboursements de taxes	-89	-65	-72	-68	-78	-78	-83	-82	-89	-95	-102	-109
Recettes non fiscales	126	56	103	75	143	83	157	197	90	97	105	114
Fonds spéciaux et budgets annexes	166	177	397	411	397	397	426	420	454	486	521	558
Dons	144	117	241	191	267	314	236	219	246	250	276	272
Projets	81	68	147	79	156	163	120	80	105	114	124	114
Budget	63	49	94	112	111	150	116	139	141	136	152	158
dont : aide budgétaire générale	49	43	83	104	103	139	107	130	131	126	141	147
dont : aide budgétaire sectorielle	14	6	11	8	9	11	9	9	10	11	11	11
Dépenses totales et prêts nets²	2045	1926	2531	2344	2883	2829	3041	2687	2815	3019	3253	3475
Dépenses budgétaires	1890	1755	2144	1939	2492	2438	2615	2268	2362	2533	2732	2917
Dépenses courantes	1105	1141	1318	1281	1479	1629	1586	1519	1657	1786	1918	2054
Traitements et salaires	433	471	576	517	636	641	684	648	701	751	804	861
Biens et services	298	272	300	293	361	394	388	368	398	426	456	489
Transferts et subventions	300	313	342	366	361	473	388	360	389	417	446	478
Intérêts	74	84	101	104	120	120	126	143	169	192	212	227
Dépenses en capital	785	615	826	658	1013	809	1029	749	705	747	814	863
Financement extérieur	253	147	247	192	359	369	338	279	278	299	320	325
Financement intérieur	531	468	579	466	655	440	691	469	428	449	494	538
Fonds spéciaux et budgets annexes	166	177	397	411	397	397	426	420	454	486	521	558
Prêts nets	-10	-7	-10	-6	-6	-6	0	0	0	0	0	0
Solde budgétaire global (hors dons)	-399	-567	-537	-362	-649	-960	-618	-550	-604	-634	-686	-712
Solde budgétaire global (dons inclus)	-255	-450	-296	-171	-382	-646	-381	-331	-358	-383	-410	-440
Ajustement base caisse	23	81	-71	-90	-14	12	10	8	11	11	11	12
Solde global (base caisse, dons inclus)	-232	-368	-367	-261	-396	-634	-372	-323	-347	-373	-399	-428
Financement	232	368	367	261	396	634	372	323	347	373	399	428
Financement extérieur (net)	155	44	283	304	135	139	169	182	49	59	68	120
Prêts	206	97	364	377	248	252	259	272	212	224	236	253
Prêts projets	157	74	89	105	194	194	209	150	162	174	186	199
Prêts budgétaires	50	23	275	271	54	58	50	122	50	50	50	54
Amortissement	-70	-72	-99	-91	-122	-122	-99	-99	-163	-164	-168	-133
Allègement de la dette	18	19	18	18	9	9	9	9	0	0	0	0
Variation des arriérés (principal)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement intérieur (net)	78	324	84	-43	261	198	203	142	298	313	331	308
Système bancaire	161	184	140	-194	137	162	179	115	263	275	285	257
Banque centrale	57	42	-25	-224	70	120	20	20	25	-6	-5	-34
dont : FMI (net)	9	58	-14	0	20	25	20	20	25	-6	-5	-34
Banques commerciales	29	211	172	30	67	42	159	96	238	282	289	291
Ajustement ³	-60	69	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes de privatisation	-10	-8	-20	-14	30	30	0	0	0	0	0	0
Autre financement	-73	149	-36	165	95	6	24	26	35	38	46	50
Ecart de financement	0	0	0	0	0	-298	0	0	0	0	0	0
Pour mémoire:												
PIB nominal	8922	9426	10214	10154	10895	10427	11732	11030	11929	12776	13683	14654

Sources: Ministère de l'économie et des finances; estimations et projections des services du FMI.

¹ Rapport pay du FMI No. 20/8, Mali : Premier revue de l'accord au titre de Facilité Élargie de Crédit.

² Base ordonnancement

³ Ajustement pour tenir compte de la différence de définition de l'État dans les tableaux budgétaires et la situation monétaire.

Tableau 2b. Mali : Opérations financières consolidées de l'administration
(en pourcentage du PIB)

	2017	2018	2019		2020		2021		2022	2023	2024	2025
			1er revue ¹	Est.	1er revue ¹	Prév.	1er revue ¹	Prév.					Prévisions
Recettes et dons	20.1	15.7	21.9	21.4	23.0	20.9	22.7	21.4	20.6	20.6	20.8	20.7
Recettes totales	18.4	14.4	19.5	19.5	20.5	17.9	20.7	19.4	18.5	18.7	18.8	18.9
Recettes budgétaires	16.6	12.5	15.6	15.5	16.9	14.1	17.0	15.6	14.7	14.9	15.0	15.1
Recettes fiscales	15.2	11.9	14.6	14.7	15.5	13.3	15.7	13.8	14.0	14.1	14.2	14.3
Impôts directs	4.7	3.6	4.4	4.6	4.8	4.3	4.9	4.3	4.4	4.4	4.5	4.5
Impôts indirectes	10.5	8.3	10.2	10.1	10.7	9.1	10.7	9.5	9.6	9.7	9.7	9.8
TVA	5.9	4.4	5.9	5.4	6.1	4.7	6.1	4.9	5.0	5.1	5.1	5.1
Accises sur produits pétroliers	0.9	0.9	0.7	0.5	0.6	0.4	0.6	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5
Droits d'importation	2.0	1.6	1.6	1.9	1.9	1.7	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9
Autres taxes indirectes	2.6	2.1	2.6	2.9	2.9	3.0	2.9	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Remboursements de taxes	-1.0	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7
Recettes non fiscales	1.4	0.6	1.0	0.7	1.3	0.8	1.3	1.8	0.8	0.8	0.8	0.8
Fonds spéciaux et budgets annexes	1.9	1.9	3.9	4.0	3.6	3.8	3.6	3.8	3.8	3.8	3.8	3.8
Dons	1.6	1.2	2.4	1.9	2.5	3.0	2.0	2.0	2.1	2.0	2.0	1.9
Projets	0.9	0.7	1.4	0.8	1.4	1.6	1.0	0.7	0.9	0.9	0.9	0.8
Budget	0.7	0.5	0.9	1.1	1.0	1.4	1.0	1.3	1.2	1.1	1.1	1.1
dont : aide budgétaire générale	0.5	0.5	0.8	1.0	0.9	1.3	0.9	1.2	1.1	1.0	1.0	1.0
dont : aide budgétaire sectorielle	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Dépenses totales et prêts nets²	22.9	20.4	24.8	23.1	26.5	27.1	25.9	24.4	23.6	23.6	23.8	23.7
Dépenses budgétaires	21.2	18.6	21.0	19.1	22.9	23.4	22.3	20.6	19.8	19.8	20.0	19.9
Dépenses courantes	12.4	12.1	12.9	12.6	13.6	15.6	13.5	13.8	13.9	14.0	14.0	14.0
Traitements et salaires	4.8	5.0	5.6	5.1	5.8	6.2	5.8	5.9	5.9	5.9	5.9	5.9
Biens et services	3.3	2.9	2.9	2.9	3.3	3.8	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3
Transferts et subventions	3.4	3.3	3.3	3.6	3.3	4.5	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3
Intérêts	0.8	0.9	1.0	1.0	1.1	1.2	1.1	1.3	1.4	1.5	1.5	1.5
Dépenses en capital	8.8	6.5	8.1	6.5	9.3	7.8	8.8	6.8	5.9	5.9	6.0	5.9
Financement extérieur	2.8	1.6	2.4	1.9	3.3	3.5	2.9	2.5	2.3	2.3	2.3	2.2
Financement intérieur	6.0	5.0	5.7	4.6	6.0	4.2	5.9	4.3	3.6	3.5	3.6	3.7
Fonds spéciaux et budgets annexes	1.9	1.9	3.9	4.0	3.6	3.8	3.6	3.8	3.8	3.8	3.8	3.8
Prêts nets	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde budgétaire global (hors dons)	-4.5	-6.0	-5.3	-3.6	-6.0	-9.2	-5.3	-5.0	-5.1	-5.0	-5.0	-4.9
Solde budgétaire global (dons inclus)	-2.9	-4.8	-2.9	-1.7	-3.5	-6.2	-3.3	-3.0	-3.0	-3.0	-3.0	-3.0
Ajustement base caisse	0.3	0.9	-0.7	-0.9	-0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Solde global (base caisse, dons inclus)	-2.6	-3.9	-3.6	-2.6	-3.6	-6.1	-3.2	-2.9	-2.9	-2.9	-2.9	-2.9
Financement	2.6	3.9	3.6	2.6	3.6	6.1	3.2	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9
Financement extérieur (net)	1.7	0.5	2.8	3.0	1.2	1.3	1.4	1.6	0.4	0.5	0.5	0.8
Prêts	2.3	1.0	3.6	3.7	2.3	2.4	2.2	2.5	1.8	1.8	1.7	1.7
Prêts projets	1.8	0.8	0.9	1.0	1.8	1.9	1.8	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Prêts budgétaires	0.6	0.2	2.7	2.7	0.5	0.6	0.4	1.1	0.4	0.4	0.4	0.4
Amortissement	-0.8	-0.8	-1.0	-0.9	-1.1	-1.2	-0.8	-0.9	-1.4	-1.3	-1.2	-0.9
Allègement de la dette	0.2	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Variation des arriérés (principal)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Financement intérieur (net)	0.9	3.4	0.8	-0.4	2.4	1.9	1.7	1.3	2.5	2.5	2.4	2.1
Système bancaire	1.8	2.0	1.4	-1.9	1.3	1.6	1.5	1.0	2.2	2.2	2.1	1.8
Banque centrale	0.6	0.4	-0.2	-2.2	0.6	1.2	0.2	0.2	0.2	0.0	0.0	-0.2
dont : FMI (net)	0.1	0.6	-0.1	0.0	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.0	0.0	-0.2
Banques commerciales	0.3	2.2	1.7	0.3	0.6	0.4	1.4	0.9	2.0	2.2	2.1	2.0
Ajustement ³	-0.7	0.7	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Recettes de privatisation	-0.1	-0.1	-0.2	-0.1	0.3	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autre financement	-0.8	1.6	-0.4	1.6	0.9	0.1	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3
Ecart de financement	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-2.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Pour mémoire:												
PIB nominal (en milliards de FCFA)	8,922	9,426	10,214	10,154	10,895	10,427	11,732	11,030	11,929	12,776	13,683	14,654

Sources: Ministère de l'économie et des finances; estimations et projections des services du FMI.

¹ Rapport pay du FMI No. 20/8, Mali : Premier revue de l'accord au titre de Facilité Élargie de Crédit.

² Base ordonnancement

³ Ajustement pour tenir compte de la différence de définition de l'État dans les tableaux budgétaires et la situation monétaire.

Tableau 3a. Mali : Balance des Paiements, 2017–25
(en milliards de FCFA)

	2017	2018	2019		2020		2021		2022	2023	2024	2025
			1er revue ¹	Prév.	1er revue ¹	Prév.	1er revue ¹	Prév.		Prévisions		
Solde extérieur courant												
Transferts officiels non compris	-1079	-879	-958	-916	-930	-744	-994	-881	-1125	-1287	-1433	-1588
Transferts officiels compris	-650	-465	-490	-426	-484	-376	-544	-416	-648	-827	-920	-1055
Balance commerciale	-415	-213	-256	-207	-204	136	-268	100	-1	-25	-17	-17
Exportations, f.à.b.	1686	1991	2073	2159	2258	2252	2316	2480	2591	2738	2901	3065
Coton (fibre)	223	271	231	223	251	151	271	218	255	280	307	334
Or	1176	1388	1492	1651	1637	1868	1649	1993	2016	2079	2144	2209
Autres	287	332	349	284	371	234	395	268	320	380	450	522
Importations, f.à.b.	-2101	-2204	-2329	-2366	-2463	-2116	-2584	-2379	-2592	-2763	-2918	-3082
Produits pétroliers	-552	-659	-626	-650	-618	-405	-613	-459	-518	-561	-601	-644
Importations de produits alimentaires	-349	-323	-350	-314	-375	-334	-395	-351	-379	-404	-430	-458
Autres	-1201	-1223	-1353	-1402	-1469	-1378	-1575	-1570	-1696	-1798	-1886	-1979
Services, net	-808	-840	-864	-871	-889	-878	-901	-948	-1041	-1119	-1198	-1282
Crédit	319	334	339	339	359	295	379	319	333	350	369	387
Débit	-1127	-1174	-1204	-1210	-1249	-1173	-1280	-1267	-1374	-1469	-1567	-1669
<i>dont frêt</i>	-387	-407	-430	-437	-469	-403	-492	-453	-494	-526	-556	-587
Revenus, net	-291	-283	-309	-309	-314	-327	-319	-344	-372	-398	-426	-433
<i>dont: intérêts sur dette publique</i>	-28	-29	-34	-34	-38	-38	-28	-46	-48	-49	-50	-54
Transferts, net	864	871	940	961	925	693	943	775	765	715	721	676
Transferts privés, net	435	457	472	472	478	325	493	311	289	255	207	143
Transferts officiels, net ²	429	414	468	490	446	367	450	465	476	460	513	533
<i>dont: aide budgétaire</i>	49	43	94	112	111	150	116	139	141	136	152	158
Compte de capital et d'opérations financières	698	544	512	637	490	-12	520	437	371	474	532	557
Compte de capital, net	150	133	221	150	204	219	173	138	159	171	185	180
<i>dont: annulation de la dette</i>	18	19	18	18	0	9	0	9	0	0	0	0
<i>dont: dans projets</i>	96	75	158	87	156	163	120	80	105	114	124	114
Compte d'opérations financières	548	411	292	487	286	-231	347	299	212	303	347	377
Secteur privé (net)	395	266	-15	48	116	-157	140	27	56	128	156	126
Investissement direct (net)	318	259	181	181	268	90	304	191	207	221	237	254
Investissement en portefeuille (net)	1	-1	-1	-1	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres flux de capitaux privés	76	8	-195	-132	-152	-247	-164	-164	-151	-93	-81	-128
Officiel (net)	153	144	307	439	170	-74	207	272	156	174	191	251
Investissement en portefeuille (net)	16	119	41	153	44	94	48	99	107	115	123	132
Déboursments	206	97	364	377	248	252	259	272	212	224	236	253
Aides budgétaires	50	23	275	271	54	58	50	122	50	50	50	54
Financement de projets	157	74	89	105	194	194	209	150	162	174	186	199
Ecart de financement						-298		0				
Amortissement de la dette publique	-70	-72	-99	-91	-122	-122	-99	-99	-163	-164	-168	-133
Erreurs et omissions	-90	26	115	53	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde global	-41	105	-138	264	-6	-388	-24	21	-277	-353	-388	-498
Financement	41	-105	138	-264	38	66	-8	-21	277	353	388	498
Avoirs extérieurs (net)	23	-115	-172	-181	-47	57	-17	-30	277	331	358	470
<i>dont: FMI basé sur tirage existant (net)</i>	16	65	5	5	20	53	20	20	20	-22	-29	-28
Initiative PPTE			18	18	9	9	9	9				
Besoin de financement	0	0	0	0	0	322	33	0	0	0	0	0
<i>Assistance proposée au titre de la FCR</i>						117						
<i>Assistance au titre du fonds fiduciaire ARC (CCRT)³</i>						6		13	1			
<i>Financement supplémentaire des partenaires au développement</i>						199						
Commerce extérieur			(Variation annuelle en pourcentage)									
Volume d'exportations	11	-1	2	-6	4	-9	2	16	8	8	9	8
Volume d'importations	-14	-12	6	9	6	-2	5	10	6	4	3	3
Valeur unitaire des exportations	-9	19	2	15	5	14	0	-5	-3	-2	-3	-2
Valeur unitaire des importations	21	19	0	-2	0	-8	0	2	2	2	2	2
Termes de l'échange	-25	0	2	17	5	25	0	-7	-6	-5	-5	-4

Sources: Autorités Maliennes, estimations et projections des services du FMI.

¹ Rapport pay du FMI No. 20/8, Mali : Premier revue de l'accord au titre de Facilité Élargie de Crédit.

² Comprend le financement par la communauté internationale des importations des services de sécurité liés à l'intervention militaire étrangère dans le pays.

³ L'assistance pour payer le service de la dette dû dans les 18 mois à compter du 14 octobre 2020 est sous réserve de la disponibilité des ressources du fonds fiduciaire ARC (CCRT).

Tableau 3b. Mali : Balance des Paiements, 2017–25
(en pourcentage du PIB)

	2017	2018	2019		2020		2021		2022	2023	2024	2025
			1er revue ¹	Prév.	1er revue ¹	Prév.	1er revue ¹	Prév.					Prévisions
Solde extérieur courant												
Transferts officiels non compris	-12.1	-9.3	-9.4	-9.0	-8.5	-7.1	-8.5	-8.0	-9.4	-10.1	-10.5	-10.8
Transferts officiels compris	-7.3	-4.9	-4.8	-4.2	-4.4	-3.6	-4.6	-3.8	-5.4	-6.5	-6.7	-7.2
Balance commerciale	-4.7	-2.3	-2.5	-2.0	-1.9	1.3	-2.3	0.9	0.0	-0.2	-0.1	-0.1
Exportations, f.à.b.	18.9	21.1	20.3	21.3	20.7	21.6	19.7	22.5	21.7	21.4	21.2	20.9
Coton (fibre)	2.5	2.9	2.3	2.2	2.3	1.4	2.3	2.0	2.1	2.2	2.2	2.3
Or	13.2	14.7	14.6	16.3	15.0	17.9	14.1	18.1	16.9	16.3	15.7	15.1
Autres	3.2	3.5	3.4	2.8	3.4	2.2	3.4	2.4	2.7	3.0	3.3	3.6
Importations, f.à.b.	-23.6	-23.4	-22.8	-23.3	-22.6	-20.3	-22.0	-21.6	-21.7	-21.6	-21.3	-21.0
Produits pétroliers	-6.2	-7.0	-6.1	-6.4	-5.7	-3.9	-5.2	-4.2	-4.3	-4.4	-4.4	-4.4
Importations de produits alimentaires	-3.9	-3.4	-3.4	-3.1	-3.4	-3.2	-3.4	-3.2	-3.2	-3.2	-3.1	-3.1
Autres	-13.5	-13.0	-13.2	-13.8	-13.5	-13.2	-13.4	-14.2	-14.2	-14.1	-13.8	-13.5
Services, net	-9.1	-8.9	-8.5	-8.6	-8.1	-8.4	-7.7	-8.6	-8.7	-8.8	-8.8	-8.7
Crédit	3.6	3.5	3.3	3.3	3.3	2.8	3.2	2.9	2.8	2.7	2.7	2.6
Débit	-12.6	-12.5	-11.8	-11.9	-11.4	-11.2	-10.9	-11.5	-11.5	-11.5	-11.4	-11.4
dont fret	-4.3	-4.3	-4.2	-4.3	-4.3	-3.9	-4.2	-4.1	-4.1	-4.1	-4.1	-4.0
			0.0									
Revenus, net	-3.3	-3.0	-3.0	-3.0	-2.9	-3.1	-2.7	-3.1	-3.1	-3.1	-3.1	-3.0
dont: intérêts sur dette publique	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.4	-0.2	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4
Transferts, net	9.7	9.2	9.2	9.5	8.5	6.6	8.0	7.0	6.4	5.6	5.3	4.6
Transferts privés, net	4.9	4.9	4.6	4.6	4.4	3.1	4.2	2.8	2.4	2.0	1.5	1.0
Transferts officiels, net ²	4.8	4.4	4.6	4.8	4.1	3.5	3.8	4.2	4.0	3.6	3.8	3.6
dont: aide budgétaire	0.5	0.5	0.9	1.1	1.0	1.4	1.0	1.3	1.2	1.1	1.1	1.1
Compte de capital et d'opérations financières	7.8	5.8	5.0	6.3	4.5	-0.1	4.4	4.0	3.1	3.7	3.9	3.8
Compte de capital, net	1.7	1.4	2.2	1.5	1.9	2.1	1.5	1.3	1.3	1.3	1.4	1.2
dont : annulation de la dette	0.2	0.2	0.2	0.2	0.0	0.1	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
dont : dons projets	1.1	0.8	1.5	0.9	1.4	1.6	1.0	0.7	0.9	0.9	0.9	0.8
Compte d'opérations financières	6.1	4.4	2.9	4.8	2.6	-2.2	3.0	2.7	1.8	2.4	2.5	2.6
Secteur privé (net)	4.4	2.8	-0.1	0.5	1.1	-1.5	1.2	0.2	0.5	1.0	1.1	0.9
Investissement direct (net)	3.6	2.8	1.8	1.8	2.5	0.9	2.6	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7
Investissement en portefeuille (net)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres flux de capitaux privés	0.9	0.1	-1.9	-1.3	-1.4	-2.4	-1.4	-1.5	-1.3	-0.7	-0.6	-0.9
Officiel (net)	1.7	1.5	3.0	4.3	1.6	-0.7	1.8	2.5	1.3	1.4	1.4	1.7
Investissement en portefeuille (net)	0.2	1.3	0.4	1.5	0.4	0.9	0.4	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9
Déboursments	2.3	1.0	3.6	3.7	2.3	2.4	2.2	2.5	1.8	1.8	1.7	1.7
Aides budgétaires	0.6	0.2	2.7	2.7	0.5	0.6	0.4	1.1	0.4	0.4	0.4	0.4
Financement de projets	1.8	0.8	0.9	1.0	1.8	1.9	1.8	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Ecart de financement									0.0			
Amortissement de la dette publique	-0.8	-0.8	-1.0	-0.9	-1.1	-1.2	-0.8	-0.9	-1.4	-1.3	-1.2	-0.9
Erreurs et omissions	-1.0	0.3	1.1	0.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde global	-0.5	1.1	1.3	2.6	0.1	-3.7	-0.2	0.2	-2.3	-2.8	-2.8	-3.4
Financement	0.5	-1.1	-1.3	-2.6	-0.4	0.6	-0.1	-0.2	2.3	2.8	2.8	3.4
Avoirs extérieurs (net)	0.3	-1.2	-1.7	-1.8	-0.4	0.5	-0.1	-0.3	2.3	2.6	2.6	3.2
dont: FMI basé sur tirage existant (net)	0.2	0.7	0.0	0.0	-0.1	0.5	-0.1	0.2	0.2	-0.2	-0.2	-0.2
Initiative PPTE			0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1				
Besoin de financement					0.1	3.1	0.1	0.0				
Assistance proposée au titre de la FCR						1.1						
Assistance au titre du fonds fiduciaire ARC (CCRT) ³						0.1		0.1	0.0			
Financement supplémentaire des partenaires au développement						1.9						
Commerce extérieur												
			(Variation annuelle en pourcentage)									
Volume d'exportations	11.1	-0.6	2.3	-5.5	3.9	-8.6	2.4	15.8	8.3	8.4	8.9	7.8
Volume d'importations	-14.2	-12.1	5.9	9.3	5.7	-2.3	5.0	10.3	6.4	4.4	3.4	3.4
Valeur unitaire des exportations	-9.4	19.1	1.9	14.7	4.9	14.1	0.1	-4.9	-3.5	-2.5	-2.7	-2.0
Valeur unitaire des importations	21.3	19.3	-0.3	-1.7	0.1	-8.4	-0.1	1.9	2.4	2.1	2.1	2.2
Termes de l'échange	-25.3	-0.2	2.2	16.7	4.8	24.6	0.2	-6.7	-5.7	-4.5	-4.7	-4.1

Sources: Autorités Maliennes, estimations et projections des services du FMI.

¹ Rapport pay du FMI No. 20/8, Mali : Premier revue de l'accord au titre de Facilité Élargie de Crédit.

² Comprend le financement par la communauté internationale des importations des services de sécurité liés à l'intervention militaire étrangère dans le pays.

³ L'assistance pour payer le service de la dette dû dans les 18 mois à compter du 14 octobre 2020 est sous réserve de la disponibilité des ressources du fonds fiduciaire ARC (CCRT).

Tableau 4. Mali : Situation monétaire, 2016–20

	2016	2017	2018	2019		2020	
				1er revue ¹	Prév.	1er revue ¹	Prév.
	(en milliards de FCFA)						
Avoirs extérieurs nets	243	214	311	486	578	533	508
Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)	-85	-3	104	279	288	327	218
Banques commerciales	329	217	207	207	290	207	290
Avoirs intérieurs nets	1858	1998	2242	2541	2221	2831	2591
Crédit net au gouvernement	208	323	530	677	337	814	498
BCEAO, net	36	93	135	110	-89	180	31
Banques commerciales, net	-247	-170	122	330	77	302	113
Autres institutions	418	400	273	237	348	332	354
Crédits à l'économie	2197	2315	2426	2574	2480	2728	2547
Autres postes, nets	-344	-377	-380	-376	-307	-376	-165
Masse monétaire (M2)	2311	2410	2752	3026	3000	3364	3099
Circulation fiduciaire	451	466	517	569	641	633	662
Depôts en banques	1859	1944	2235	2457	2359	2732	2437
Pour mémoire:							
Monnaie centrale (M0)	763	714	845	906	992	982	1016
Contribution à la croissance de la masse monétaire	(en pourcentage de la masse monétaire du début de période)						
Masse monétaire (M2)	10.7	4.3	14.2	10.0	9.0	11.2	3.3
Avoirs extérieurs nets	-15.8	-1.3	4.0	6.2	9.7	1.6	-2.3
BCEAO	-14.7	3.6	4.4	6.2	6.7	1.6	-2.3
Banques commerciales	-1.2	-4.8	-0.4	0.0	3.0	0.0	0.0
Actifs domestiques	25.0	6.1	10.1	10.7	-0.8	9.6	12.4
Crédit au gouvernement	11.3	5.0	8.6	5.3	-7.0	4.5	5.4
Crédits à l'économie	12.5	5.1	4.6	5.4	2.0	5.1	2.2
Autres postes, nets	1.9	-1.4	-0.1	0.0	2.7	0.0	4.7
Pour mémoire:	(Taux de croissance annuel)						
Masse monétaire (M2)	10.7	4.3	14.2	10.0	9.0	11.2	3.3
Base monétaire (M0)	0.5	-6.4	18.5	7.2	17.4	8.4	2.4
Crédits à l'économie	13.4	5.4	4.8	6.1	2.2	6.0	2.7
Vitesse de circulation (PIB/M2)	3.6	3.7	3.4	3.4	3.4	3.2	3.4
Multiplicateur monétaire (M2/M0)	3.0	3.4	3.3	3.3	3.0	3.4	3.1
Circulation fiduciaire / M2	19.5	19.3	18.8	18.8	21.4	18.8	21.4

Sources: BCEAO; et estimations et projections des services du FMI.

¹ Rapport pay du FMI No. 20/8, Mali : Premier revue de l'accord au titre de Facilité Élargie de Crédit.

Tableau 5. Mali : Indicateurs de Solidité Financière du Secteur Bancaire, 2015–19
(en pourcentage)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017		2018 ²		2019 ²		
											Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin	Déc.	
Fonds propres																	
Fonds propres/actifs pondérés selon les risques	10.8	9.8	7.7	13.7	11.7	11.4	12.9	14.5	14.8	14.7	13.6	14.7	12.5	12.5	13.5	...	...
Fonds propres de base/actifs pondérés selon les risques	9.9	9.0	7.2	12.7	10.8	10.0	12.2	13.1	13.4	13.2	12.3	13.4	11.6	11.6	12.6	...	...
Fonds propres (valeur nette) en pourcentage des actifs	5.6	6.2	4.6	7.5	8.3	7.7	7.9	7.1	7.4	7.3	7.2	7.1	8.3	8.5	9.2	...	...
Répartition sectorielle du crédit à l'économie																	
Agriculture et pêche	7.7	12.8	7.9	1.6	11.7	10.9	6.5	5.5	4.3	3.8	2.2	3.6	3.4	4.1	3.0	3.2	3.2
Secteur minier	1.0	0.2	0.2	0.1	0.1	3.8	4.7	3.4	2.6	2.2	2.4	2.1	2.1	3.3	2.5	2.4	2.4
Industries manufacturières	7.6	7.4	5.9	7.3	8.0	9.6	11.1	12.7	12.1	13.2	13.9	13.6	15.0	14.5	14.8	15.4	15.4
Électricité, gaz et eau	5.0	3.9	4.3	11.1	10.0	6.4	9.6	11.9	9.6	7.5	7.8	6.8	6.1	5.2	6.8	5.2	5.2
Bâtiments et travaux publics	2.0	1.6	1.6	4.3	4.4	5.0	3.8	4.9	7.0	6.8	7.4	6.9	6.9	6.6	7.4	7.0	7.0
Commerce de gros et de détail, hôtels et restaurants	43.6	38.7	37.4	44.4	43.3	44.6	45.2	40.9	45.5	43.2	42.1	41.6	41.9	42.6	39.7	39.8	39.8
Transports, entrepôts et communications	15.0	14.1	11.3	8.8	7.1	5.6	9.3	10.1	8.8	9.6	10.3	11.9	11.9	11.8	12.4	11.5	11.5
Assurances, immobilier et services aux entreprises	6.4	14.1	18.8	14.9	9.8	8.2	5.7	6.9	6.3	7.8	8.3	7.7	7.2	6.4	8.6	9.2	9.2
Autres activités	8.9	0.0	-1.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	3.9	6.0	5.7	5.7	5.5	5.6	5.0	4.6	4.6
Qualité des actifs																	
Prêts improductifs sur total des prêts	25.1	23.1	25.4	22.1	18.0	21.0	19.3	15.9	16.1	16.4	17.3	18.2	16.4	13.5	11.6	10.5	10.5
Prêts improductifs sur total des prêts (moins provisionnement)	10.7	9.5	11.6	8.5	6.5	8.7	8.3	5.6	6.3	7.7	8.2	8.9	7.5	7.2	6.4	5.1	5.1
Provisions sur prêts improductifs bruts	65.5	66.9	59.5	64.0	69.3	65.0	62.0	68.6	65.0	70.1	57.0	56.0	58.8	50.5	49.3	54.0	54.0
Prêts improductifs moins provisionnement sur fond propres de base	109.4	91.5	113.1	55.3	46.9	60.7	72.7	43.1	44.2	60.9	65.9	64.9	49.4	51.3	41.8	...	...
Rentabilité																	
Rentabilité des actifs	-0.8	0.8	0.6	1.4	1.7	1.3	1.2	1.1	1.1	1.1	...	1.0	...	1.4	...	...	...
Rentabilité des fonds propres	-14.0	10.4	6.8	8.6	14.9	12.5	14.1	16.0	14.9	14.8	...	14.6	...	15.2	...	...	...
Liquidité																	
Actifs liquides sur total des actifs	40.7	37.9	33.8	32.7	36.7	34.8	34.4	51.8	51.7	50.9	51.5	45.6	62.0	63.8	64.7	63.8	63.8
Actifs liquides sur total des dépôts	81.5	84.0	61.2	92.9	89.4	90.0	98.0	95.6	87.9	86.9	69.0	82.6	95.6	98.4	101.9	99.7	99.7
Ratio dépôts sur passif	81.4	73.6	73.0	75.4	70.7	86.8	71.7	0.0	63.0	58.1	60.9	59.4	61.1	60.2	62.8	62.6	62.6
Ratio prêts sur dépôts	83.7	77.5	72.2	82.6	88.0	88.5	89.7	87.8	83.1	95.5	95.4	99.6	99.4	95.8	97.1	96.5	96.5
Pour mémoire¹																	
Taux moyen de dépôts	4.8	1.9	1.9	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	2.2	...	2.7	...	2.5	...	...	...
Taux moyen de crédit	10.0	9.8	9.7	9.4	9.3	8.9	9.5	8.2	7.8	7.5	...	8.0	...	7.7	...	...	...

Source : BCEAO

¹ Moyenne² Nouveau dispositif prudentiel (Bâle I/II)

Tableau 6. Mali : Indicateurs de capacité à rembourser le FMI, 2020–33¹

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Obligations envers le FMI sur la base des crédits existants														
Principal (en millions de DTS)	5.5	15.4	17.0	26.9	36.1	40.1	39.0	33.3	20.7	8.0	2.0	0.0	0.0	0.0
Commissions et intérêts (en millions de DTS)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Obligations envers le FMI sur la base des crédits existants et prospectifs 2/														
Principal (en millions de DTS)	4.5	11.0	12.6	24.7	36.1	40.1	47.0	51.3	40.7	28.0	22.0	12.0	2.0	0.0
Commissions et intérêts (en millions de DTS)	1.0	4.4	4.4	2.2	0.0	14.7	29.3	29.3	29.3	29.3	14.7	0.0	0.0	0.0
Total des obligations sur la base des crédits existants et prospectifs														
En millions de DTS	5.5	15.4	17.0	26.9	36.1	54.8	76.4	80.7	70.0	57.3	36.7	12.0	2.0	0.0
En milliards de FCFA	4.5	12.4	13.7	33.3	44.7	67.0	94.4	99.7	86.5	70.8	45.3	14.8	2.5	0.0 ¹
En % des recettes publiques	0.2	0.6	0.6	1.4	1.7	2.4	3.2	3.1	2.5	1.9	1.1	0.3	0.1	0.0 ¹
En % des exportations de biens et de services	0.2	0.4	0.5	1.1	1.4	1.9	2.6	2.7	2.3	1.8	1.1	0.3	0.1	0.0 ¹
En % du service de la dette	1.8	5.1	4.1	9.3	11.8	18.6	24.5	24.1	19.6	15.0	8.9	2.7	0.4	0.0 ¹
En % du PIB	0.0	0.1	0.1	0.3	0.3	0.5	0.6	0.6	0.5	0.4	0.2	0.1	0.0	0.0 ¹
En % de la quote-part	2.9	8.3	9.1	14.4	19.4	29.4	40.9	43.2	37.5	30.7	19.6	6.4	1.1	0.0
Encours total des crédits du FMI 1/														
En millions de DTS	449.8	452.7	425.9	389.7	335.0	258.6	178.0	108.0	50.6	14.0	2.0	0.0	0.0	0.0
En milliards de FCFA	365.6	365.9	343.8	314.6	270.6	211.4	144.0	87.4	41.0	11.3	1.6	0.0	0.0	0.0
En % des recettes publiques	19.6	17.1	15.5	13.2	10.5	7.6	4.8	2.7	1.2	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0 ¹
En % des exportations de biens et de services	14.4	13.1	11.8	10.2	8.3	6.1	4.0	2.4	1.1	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0 ¹
En % du service de la dette	150.7	150.9	103.6	88.2	71.2	58.7	37.4	21.2	9.3	2.4	0.3	0.0	0.0	0.0 ¹
En % du PIB	3.5	3.3	2.9	2.5	2.0	1.4	0.9	0.5	0.2	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0 ¹
En % de la quote-part ³	241.0	242.6	228.2	208.9	179.5	138.6	95.4	57.9	27.1	7.5	1.1	0.0	0.0	0.0
Décaissements et rachats														
Décaissements (en millions de DTS)	60.0	20.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Remboursements et rachats (en millions de DTS)	15.4	17.0	26.9	36.1	54.8	76.4	80.7	70.0	57.3	36.7	12.0	2.0	0.0	0.0
<i>Pour mémoire:</i>														
PIB nominal	10,427.2	11,029.6	11,928.6	12,775.5	13,682.6	14,654.0	15,694.5	16,808.8	18,002.2	19,280.4	20,649.3	22,115.4	23,685.6	25,367.2
Exportations de biens et de services	2,547.4	2,799.2	2,924.5	3,088.4	3,269.6	3,452.6	3,564.2	3,689.0	3,823.7	3,969.3	4,126.9	4,297.7	4,483.1	4,684.6
Recettes publiques	1,868.6	2,137.7	2,211.5	2,385.5	2,567.0	2,763.3	2,983.1	3,224.6	3,485.0	3,767.0	4,088.2	4,437.4	4,817.0	5,229.8
Service de la dette	242.6	242.5	331.9	356.7	379.9	385.4	385.4	412.8	442.1	473.5	507.1	543.1	581.7	623.0
Quote-part	186.6	186.6	186.6	186.6	186.6	186.6	186.6	186.6	186.6	186.6	186.6	186.6	186.6	186.6

Source : Estimations et projections des services du FMI.

1 Le service total de la dette inclut les rachats et les remboursements au FMI.

2 Y compris les décaissements futurs proposés au tableau 6.

3 A partir de la nouvelle quote-part dans le cadre de la 14e révision générale des quotes-parts (186,6 millions DTS).

Table 7. Mali : Besoins de financement, 2019–23

(en milliards de FCFA)

	2019	2020	2021	2022	2023
	Projections				
Besoin de financement	913	976	904	1178	1266
Solde courant (transferts officiels exclus)	916	744	881	1125	1287
Flux de capitaux et financiers privés	-93	110	-76	-110	-186
Amortissement des prêts publics (hors FMI)	91	122	99	163	164
Financement	960	654	904	1178	1266
Prêts officiels	377	-46	272	212	224
Prêts projets	105	194	150	162	174
Prêts budgétaires	271	58	122	50	50
Transferts officiels	594	540	554	582	574
Dons projets	87	163	80	105	114
Dons budgétaires	112	150	139	141	136
Autres ¹	395	226	335	335	324
Investissement de portefeuille public, net	153	94	99	107	115
Banque centrale AEN (hors FMI)	-181	57	-30	259	375
Initiative PPTE	18	9	9	0	0
Opérations du FMI	5	20	20	19	-22
Écart résiduel		322	0	0	0
<i>Assistance proposée au titre de la FCR</i>		117			
<i>Assistance au titre du fonds fiduciaire ARC (CCRT)²</i>		6	13	1	
<i>Financement supplémentaire des partenaires au développement</i>		199			

Sources: Autorités Maliennes, estimations et projections des services du FMI.

¹ Financement par la communauté internationale des importations de services de sécurité en relation avec l'intervention militaire étrangère dans le pays et l'annulation de la dette.² L'assistance pour payer le service de la dette dû dans les 18 mois à compter du 14 octobre 2020 est sous réserve de la disponibilité des ressources du fonds fiduciaire ARC (CCRT).

Table 8. Mali : Proposition de calendrier pour les décaissements au titre de l'accord triennal FEC, 2019–22

Montant	Pourcentage de la quote-part ¹	Date de disponibilité	Conditions du décaissement ²
20 millions de DTS	10.7	28 août 2019	Approbation de l'accord triennal FEC par le Conseil d'administration.
20 millions de DTS	10.7	15 décembre 2019	Observation des critères de réalisation au 30 septembre 2019 et des critères de réalisation continus et achèvement de la première revue de l'accord.
20 millions de DTS	10.7	31 août 2020	Observation des critères de réalisation au 31 décembre 2019 et des critères de réalisation continus et achèvement de la deuxième revue de l'accord.
20 millions de DTS	10.7	11 janvier 2021	Observation des critères de réalisation au 30 juin 2020 et des critères de réalisation continus et achèvement de la troisième revue de l'accord.
20 millions de DTS	10.7	15 juin 2021	Observation des critères de réalisation au 31 décembre 2020 et des critères de réalisation continus et achèvement de la quatrième revue de l'accord.
20 millions de DTS	10.7	15 décembre 2021	Observation des critères de réalisation au 30 juin 2021 et des critères de réalisation continus et achèvement de la cinquième revue de l'accord.
19.95 millions de DTS	10.7	15 juin 2022	Observation des critères de réalisation au 31 décembre 2021 et des critères de réalisation continus et achèvement de la sixième revue de l'accord.
139.95 millions de DTS	75.0	Montant total de l'accord	

Sources: projections et estimations des services du FMI.

¹ Sur la base du nouveau quote-part dans le cadre de la 14e révision générale des quotes-part (186,6 millions de DTS)

² En plus des conditions généralement appliquées dans le cadre de la Facilité Élargie de Crédit.

Appendice I. Lettre d'intention

Bamako, le 24 avril 2020

Madame Kristalina Georgieva
Directrice générale
Fonds monétaire international (FMI)
Washington D.C. 20431

Madame la Directrice générale,

Les deux premiers cas de COVID-19 au Mali ont été confirmés le 24 mars 2020, et ce nombre est passé à 293 (avec dix-sept décès) au 22 avril 2020. Avant même l'arrivée de l'épidémie au Mali, le gouvernement avait réagi de manière proactive en mettant en place des mesures préventives de confinement. Il a notamment suspendu les vols commerciaux (à l'exception des vols cargos), fermé les frontières terrestres, mis en place un couvre-feu, suspendu tous les rassemblements publics, interdit les événements sociaux, sportifs, culturels et politiques de plus de 50 personnes et fermé les écoles, les boîtes de nuit et les bars. En outre, le gouvernement a établi un plan de riposte global visant à empêcher la propagation de la COVID-19 et à renforcer les capacités de prise en charge médicale du pays, en collaboration étroite avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Banque mondiale.

Ces mesures de confinement d'urgence, conjuguées aux méfaits de l'effondrement de la demande mondiale et des chocs de grande ampleur sur l'offre, entraînent inévitablement une forte baisse de l'activité économique. En particulier, la suspension des vols commerciaux et la fermeture des frontières perturbent l'approvisionnement en biens, y compris les biens intermédiaires importés qui sont essentiels au secteur manufacturier, avec pour conséquence des risques considérables de hausse des prix des biens essentiels. Les hôtels et les restaurants enregistrent un ralentissement prononcé de leur activité, causant des fermetures et des congés temporaires pour la majeure partie de leurs travailleurs. L'activité du secteur minier, qui contribue énormément à notre croissance économique et à nos recettes fiscales, est également sujette à risque de ralentissement : certaines compagnies minières fonctionnent déjà à capacité réduite ou ont fermé temporairement. En conséquence, nous prévoyons un ralentissement marqué de la croissance cette année.

La pandémie de COVID-19 pèsera lourdement sur nos finances publiques et notre position extérieure. Les recettes fiscales diminueront en raison du ralentissement marqué de la croissance, tandis que les dépenses publiques augmenteront inévitablement du fait de notre riposte à la crise. Cette hausse s'explique principalement par les dépenses imprévues (estimées à 2.2 % du PIB) consacrées à notre plan de riposte sanitaire, au soutien à apporter aux couches les plus vulnérables de la population ainsi qu'à l'apurement accéléré des instances de paiement au cours de l'année en vue de desserrer les contraintes de liquidités des entreprises en difficulté. Nous prévoyons que le déficit budgétaire se creusera à 6,2 pourcents du PIB, contre une prévision de 3 ½ pourcent du PIB

avant la crise, et que les besoins de financement pour 2020 avoisineront 2,9 % du PIB. Sur le front extérieur, si la baisse des prix du pétrole contribuera à réduire la facture des importations, la baisse des exportations d'or et de coton, des envois de fonds des migrants et de l'investissement direct étranger créera un besoin de financement de la balance des paiements de 3,1 % du PIB.

La pandémie de COVID-19 frappe notre économie à un moment où nous faisons également face à une crise sécuritaire sans précédent. La spirale d'attaques terroristes et d'affrontements intercommunautaires a entraîné de nombreuses pertes en vies humaines et une augmentation du nombre de personnes affligées en besoin d'assistance humanitaire. En conséquence, le gouvernement est contraint de consacrer une part de plus en plus importante des ressources budgétaires aux dépenses militaires et de sécurité (y compris pour le recrutement en cours de 12500 soldats supplémentaires), malheureusement au détriment des dépenses sociales et de développement. Nous sommes d'ailleurs très reconnaissants de la marge qui nous a été accordée à titre exceptionnel dans le cadre de la première revue du programme appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC) du FMI, en vue de préserver l'espace budgétaire nécessaire pour ces dépenses prioritaires. Afin de trouver des solutions consensuelles à la longue crise sécuritaire, nous avons organisé un dialogue national inclusif en fin décembre 2019. Ce dialogue, qui a rassemblé diverses couches de la population, a débouché sur des recommandations de grande portée visant à ramener durablement la paix et la cohésion sociale dans le pays, et à permettre la tenue, en fin mars et mi-avril (premier et second tours, respectivement), des élections législatives reportées à deux reprises.

Dans ce contexte, le gouvernement sollicite une assistance financière d'urgence du FMI au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) et le rééchelonnement de l'accès au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) pour parer aux graves perturbations économiques et renforcer notre capacité de prise en charge médicale face à l'épidémie du coronavirus. L'assistance sollicitée au titre de la FCR serait d'un montant équivalent à 146,667,600 millions de DTS, ce qui correspond à environ 200 millions de dollars ou 78,6 % de la quote-part du Mali au FMI. Cette aide financière du FMI contribuera à couvrir le besoin urgent de financement de la balance des paiements et à atténuer la pression sur nos finances publiques, tout en dégagant l'espace budgétaire nécessaire pour combattre la propagation du virus, soutenir l'activité économique et répondre aux besoins des couches les plus vulnérables de la population (y compris en reconstituant notre stock national de sécurité alimentaire). Nous souhaitons que l'assistance soit décaissée sous forme d'appui budgétaire direct sur le compte unique du Trésor à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). La dernière évaluation des sauvegardes de la BCEAO a été achevée en 2018 et reste d'actualité. L'aide financière au titre de la FCR ne couvrira qu'une partie du besoin de financement prévisionnel, mais nous nous attendons à ce qu'elle joue un rôle catalyseur important en vue d'obtenir des ressources d'autres partenaires au développement et ainsi combler le reste du besoin de financement. Nous sommes déjà en contact avec nos partenaires au développement en vue d'obtenir de tels appuis budgétaires.

Les perspectives macroéconomiques sont sans aucun doute difficiles et pourraient entraver les efforts que nous déployons pour atteindre les objectifs budgétaires cette année, mais nous restons déterminés à atteindre les objectifs du programme FEC en cours, à savoir : maintenir la

stabilité macroéconomique, renforcer la discipline budgétaire et favoriser une croissance vigoureuse et inclusive. Le contexte actuel vient souligner l'importance d'accélérer la numérisation et la modernisation de nos administrations fiscale et douanière, afin d'assurer la continuité du recouvrement de l'impôt. Nous continuerons aussi d'améliorer la fourniture d'électricité aux populations et poursuivrons la lutte contre la corruption et l'amélioration de la gouvernance et de l'efficacité du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, y compris en élargissant la liste des assujettis à l'obligation de déclaration de patrimoine et en veillant à mettre en place un solide système de vérification qui soit conforme aux meilleures pratiques internationales. Nous nous réjouissons de la reprise de l'assistance technique, en vue de nous soutenir dans la mise en œuvre des réformes visant à créer de l'espace budgétaire, notamment en améliorant l'administration fiscale et la gestion publique financière.

Pendant que nous mettrons en œuvre notre plan de riposte à la pandémie, nous aurons pour objectif de préserver la stabilité des finances publiques et l'intégrité de l'assiette fiscale, et de veiller à ce que les mesures portant sur les dépenses soient temporaires et visent à répondre aux exigences de la crise. Nous incorporerons en temps opportun toutes les dépenses relatives à la COVID-19 dans une loi de finances rectificative pour 2020 et nous continuerons à publier les données sur les chiffres des recettes et des dépenses. Le gouvernement a créé un fonds de concours pour recevoir les contributions des entreprises et des particuliers, et son exécution sera conforme aux procédures budgétaires et comptables prévues par la loi à cet effet. Conformément à notre volonté de renforcer nos institutions et de promouvoir une bonne gouvernance, nous nous assurerons que le meilleur usage possible soit fait des fonds qui sont fournis par les partenaires au développement, les institutions financières internationales, des entreprises et des particuliers maliens. A cet effet, nous renforcerons les mécanismes de suivi et de contrôle de décaissement des fonds. Nous nous engageons à communiquer chaque trimestre sur la manière dont ces fonds sont dépensés, ainsi qu'à commanditer un audit indépendant et adéquat de ces dépenses dans un an environ et à en publier les résultats. Le gouvernement publiera aussi régulièrement sur son site Web des documents sur les grands projets de marchés publics, ainsi que la validation ex post de leur exécution et les noms des compagnies ayant obtenu les marchés et des bénéficiaires.

Le gouvernement est convaincu que son plan de riposte global face à la COVID-19 contribuera à sauver des vies, à atténuer l'impact économique de la crise, à assurer une reprise rapide, à favoriser une croissance inclusive et à réduire la pauvreté. Il continuera d'être guidé par le programme de réformes en cours qui a été convenu dans le cadre de l'accord FEC avec le FMI et se réjouit de continuer d'examiner avec les services du FMI comment préserver au mieux les objectifs du programme étant donné la situation actuelle du pays. En particulier, nous restons déterminés à prendre toute mesure supplémentaire qui pourrait s'avérer nécessaire à cet effet et nous consulterons le FMI avant d'adopter de telles mesures. Nous nous engageons aussi à ne pas mettre en place de restrictions de change ou au commerce, ni d'autres mesures qui aggraveraient les problèmes de financement de la balance des paiements, en dehors des mesures qui sont nécessaires pour faire face à la crise sanitaire, sociale et économique.

Le gouvernement continuera d'entretenir un dialogue constructif avec le FMI et de tenir les

engagements pris dans le cadre de la FCR. Nous continuerons de fournir aux services du FMI toutes les données et informations nécessaires à l'évaluation de nos politiques, y compris en ce qui concerne la gestion des fonds obtenus pour faire face à la pandémie de COVID-19 et aux perturbations économiques et sociales qu'elle occasionne. Comme par le passé, le gouvernement autorise le FMI à publier la présente lettre d'intention et le rapport des services du FMI à venir sur la demande de décaissement au titre de la FCR.

Veillez agréer, Madame la Directrice générale, l'assurance de ma haute considération.

/s/

Dr Boubou Cissé
Premier ministre, Chef du gouvernement
Ministre de l'Économie et des Finances



MALI

24 avril 2020

DEMANDE DE DÉCAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITÉ DE CRÉDIT RAPIDE ET DE RÉÉCHELONNEMENT DE L'ACCÈS AU TITRE DE LA FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT—ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE

Approuvé par
Annalisa Fedelino
(département Afrique),
Maria Gonzalez (FMI) et
Marcello Estevão (IDA)

Établi par les services du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Association internationale de développement (IDA)

Mali Analyse de viabilité de la dette établie conjointement par les services de la Banque mondiale et du FMI¹	
Risque de surendettement extérieur	Modéré ²
Risque de surendettement global	Modéré
Niveau de détail de la notation du risque	Une certaine marge de manœuvre d'absorption des chocs
Élément d'appréciation	Oui, un scénario sur mesure a été utilisé pour tenir compte des problèmes de sécurité et de la sensibilité à de légères variations des conditions de financement (voir la précédente analyse de viabilité de la dette (AVD), établie en septembre
Projections macroéconomiques	Croissance revue à la baisse de 4,2 points de pourcentage par rapport à la précédente AVD.
Stratégie de financement	Extérieure : FMI (FCR) ; Banque mondiale (IDA) ; BAD et BOAD ; autres donateurs Intérieure : émissions d'obligations ou de bons du Trésor
Outils de réalisme signalés	Oui, perspectives de croissance pessimistes en 2020 malgré une relance budgétaire massive.
Notation mécanique des risques d'après l'AVD extérieure	Faible
Notation mécanique des risques d'après l'AVD publique	Faible

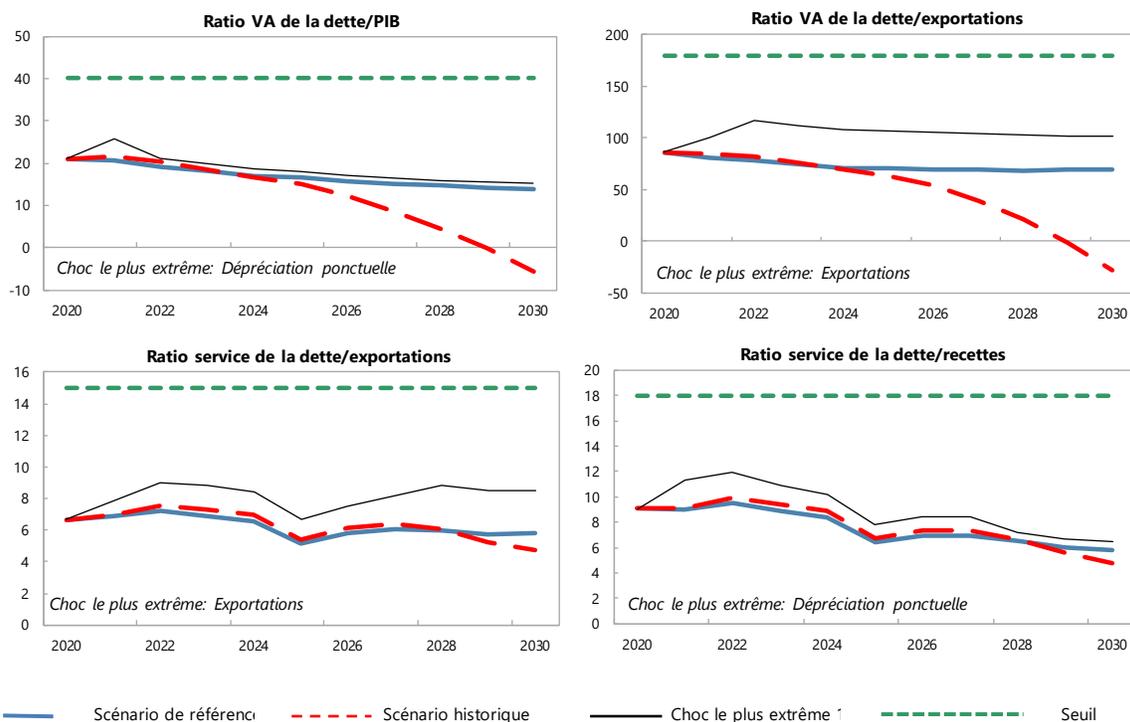
¹ Le périmètre de la dette publique demeure la dette de l'administration centrale, qui est restée inchangée depuis la précédente analyse.

² L'indicateur composite du Mali est de 3,02 selon l'édition d'octobre 2019 des Perspectives de l'Économie Mondiale et l'Évaluation de la Politique et des Institutions Nationales de 2018, ce qui confirme la capacité d'endettement moyenne déterminée lors de la précédente analyse de viabilité de la dette.

Sur la base du scénario de référence reflétant l'impact de la pandémie de la COVID-19, le risque de surendettement public et global du Mali reste modéré. Cette évaluation est inchangée par rapport à celle de la précédente analyse (rapport n° 19/289 du FMI). La dynamique globale de la dette publique reste viable, avec une certaine marge de manœuvre d'absorption des chocs. Une grande partie des besoins de financement budgétaire et extérieur devrait être satisfaite par des prêts concessionnels accordés par des créanciers multilatéraux et bilatéraux. Selon les projections, tous les indicateurs d'endettement extérieur demeurent inférieurs à leur seuil indicatif dans le scénario de référence. Toutefois, si l'on décide de tenir compte des problèmes de sécurité et de la sensibilité à de légères variations des conditions de financement dans le cadre d'un scénario sur mesure qui prévoit des déficits budgétaires plus élevés de 2 points de pourcentage du PIB, le ratio service de la dette extérieure/exportations dépasse son seuil en cas de choc extrême sur les exportations.

Le principal défi pour le Mali demeure d'assurer la stabilité macroéconomique, tout en préservant les dépenses sociales et les dépenses d'investissement, et en couvrant les dépenses croissantes de sécurité et les gros besoins de développement, compte tenu notamment des facteurs de vulnérabilité supplémentaires liés à la pandémie de COVID-19. Pour maintenir un niveau d'endettement viable, les autorités devront impérativement poursuivre leurs efforts de mobilisation des recettes intérieures en mettant en œuvre des réformes. Il faudrait renforcer la capacité de gestion de la dette tout en renforçant les réformes structurelles de diversification de la base des exportations.

Graphique 1. Mali : indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État selon divers scénarios, 2020–30



Personnalisation des paramètres par défaut			Hypothèses sur les conditions du financement additionnel résultant des tests de résistance *		
	Amplieur	Interactions		Défaut	Défini par l'utilisateur (Personnalisés)
Choc d'engagements			Part de la dette marginale		
Passifs éventuels combinés	No		External PPG MLT debt	100%	
Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	Modalités de la dette marginale		
Prix des produits de base	No	No	Taux d'intérêt nominal moyen des nouveaux emprunts en dollars	1.3%	1.3%
Financement de marché	n.a.	n.a.	Taux d'actualisation, dollars EU	5.0%	5.0%
			Échéance moyenne (y compris période de grâce)	28	28
			Période de grâce moyenne (minimum 1)	5	5

Note: "Yes" indique toute modification de la taille ou des interactions des paramètres par défaut pour les tests de résistance. "n.a." indique que le test de résistance ne s'applique pas.

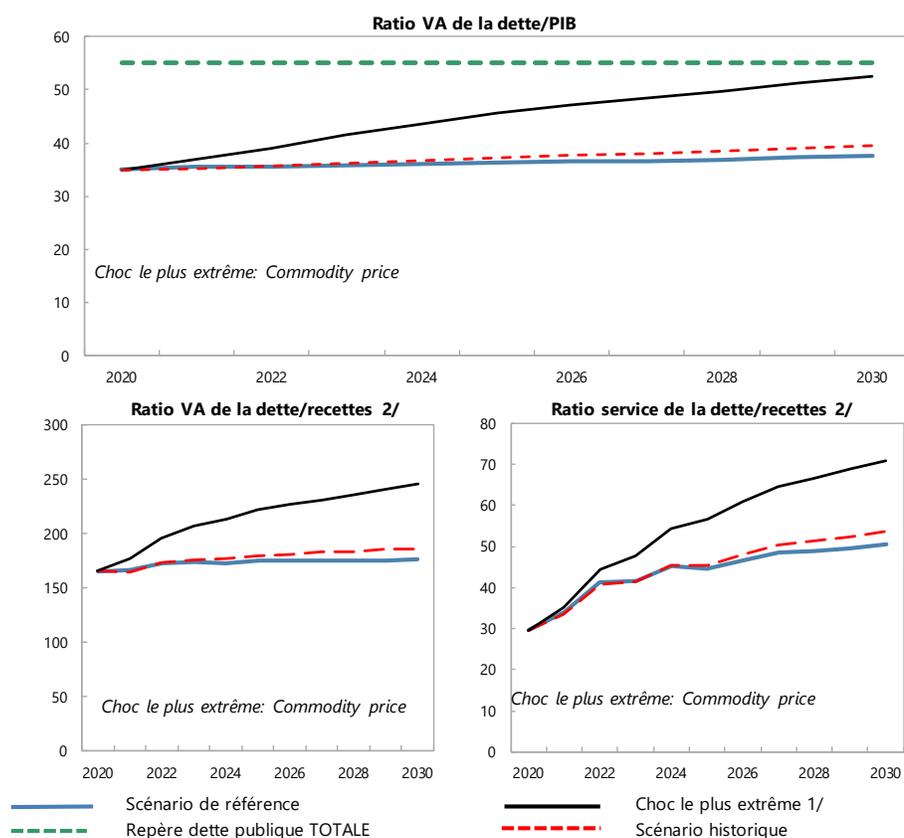
* Note: Tous les besoins de financement supplémentaires générés par les chocs dans le cadre des tests de résistance sont supposés être couverts par la dette externe de MLT PPG dans l'AVD externe. Les termes par défaut de la dette marginale sont fondés sur des projections de référence sur 10 ans

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Le test de résistance le plus extrême est le test qui donne le ratio le plus élevé en ou avant 2030. Le test de résistance avec un dépassement exceptionnel est lui aussi présenté (le cas échéant), mais le dépassement exceptionnel est remplacé par des signaux mécaniques. Lorsqu'un test de résistance avec un dépassement exceptionnel s'avère le choc le plus extrême même après élimination de ce dépassement, seul ce test de résistance (avec un dépassement exceptionnel) serait présenté.

2/ L'ampleur des chocs utilisés pour le test de résistance aux chocs sur les prix des produits de base est fondée sur les perspectives d'évolution des prix des produits de base établies par le Département des études du FMI.

Graphique 2. Mali : indicateurs de la dette publique selon divers scénarios, 2020–30



Hypothèses sur les conditions du financement additionnel résultant des tests de résistance *	Défaut	Défini par l'utilisateur
Part de la dette marginale		
Dette extérieure CGE à moyen et long terme	21%	21%
Dette intérieure à moyen et long terme	71%	71%
Dette intérieure à court terme	8%	8%
Modalités de la dette marginale		
Dette extérieure à MLT		
Taux d'intérêt nominal moyen des nouveaux emprunts en dollars EU	1.3%	1.3%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	28	28
Période de grâce moyenne (minimum 1)	5	5
Dette intérieure à MLT		
Taux d'intérêt réel moyen des nouveaux emprunts	4.8%	4.8%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	4	4
Période de grâce moyenne	0	0
Dette intérieure à court terme		
Taux d'intérêt réel moyen	4.5%	4.5%

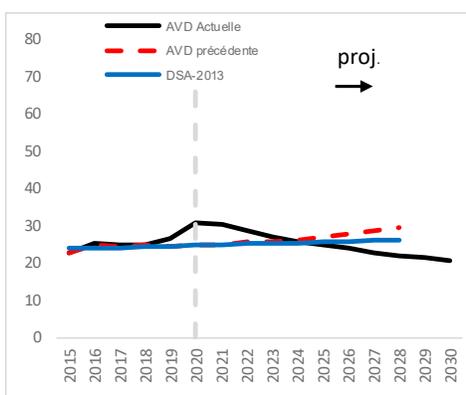
* Note : dans le AVD public, le financement intérieur couvre les besoins de financement additionnels résultant des chocs dans les test de résistance relevant de l'AVD public. Par défaut, les modalités de la dette marginale sont fondées sur les projections de référence pour une période de 10 ans.

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

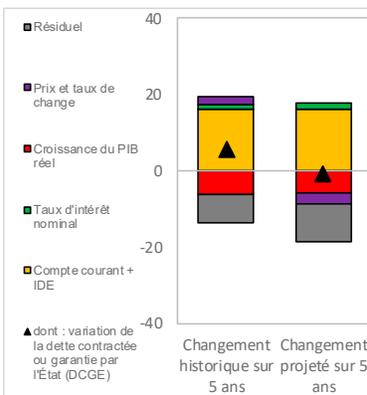
1/ Le test de résistance le plus extrême est le test qui donne le ratio le plus élevé en ou avant 2030. Le test de résistance avec un dépassement exceptionnel est lui aussi présenté (le cas échéant), mais le dépassement exceptionnel est remplacé par des signaux mécaniques. Lorsqu'un test de résistance avec un dépassement exceptionnel s'avère le choc le plus extrême même après élimination de ce dépassement, seul ce test de résistance (avec un dépassement exceptionnel) serait présenté.

Graphique 3. Mali : facteurs de la dynamique de la dette - scénario de référence

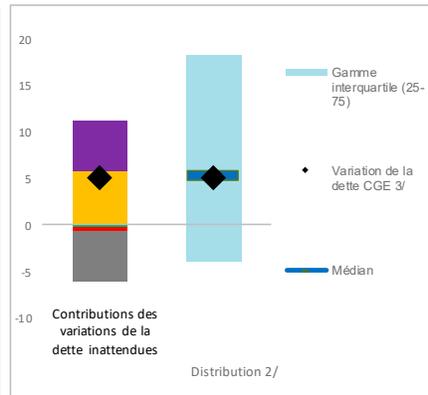
Deette Extérieure Brut, Nominale
(en pourcentage du PIB; anciennes AVDs)



Flux Créateurs d'Endettement
(en pourcentage du PIB)

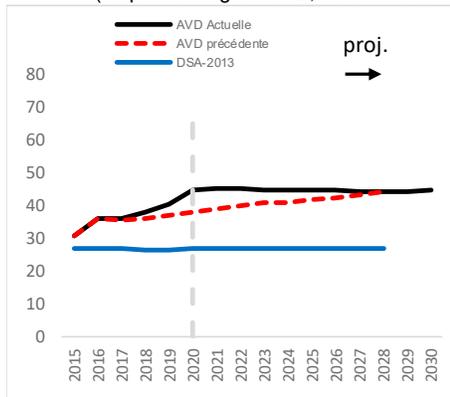


Variations de la Dette Inattendues 1/
(5 dernières années, en pourcentage du PIB)

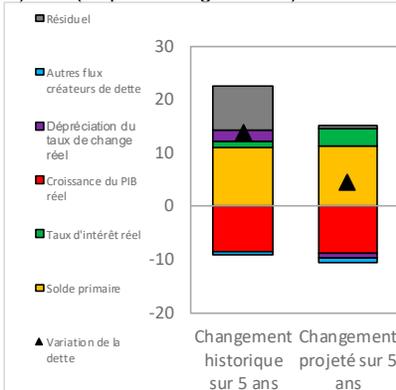


Deette publique

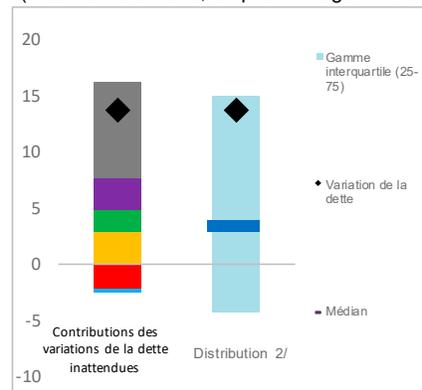
Deette Publique Brut, Nominale
(en pourcentage du PIB; anciennes AVDs)



Flux Créateurs d'Endettement
(en pourcentage du PIB)



Variations de la Dette Inattendues 1/
(5 dernières années, en pourcentage du PIB)



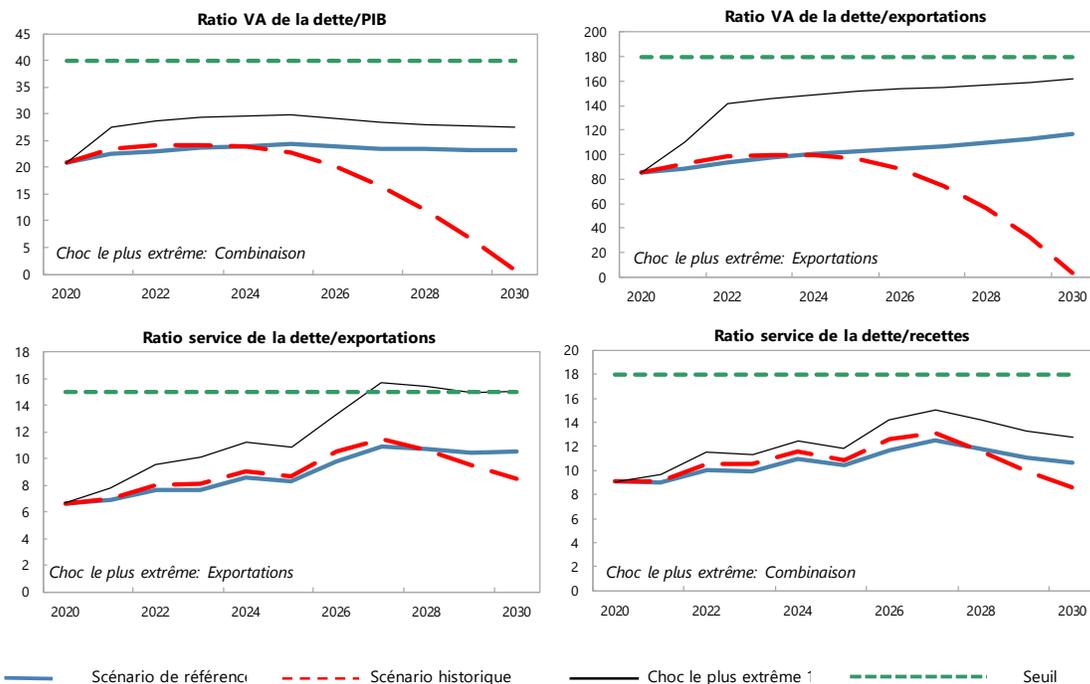
1/ Différence entre les contributions prévues et effectives aux ratios d'endettement.

2/ Répartition entre les pays à faible revenu pour lesquels des AVDs PFR ont été produits.

3/ Étant donné le niveau relativement faible de la dette extérieure privée pour la moyenne des pays à faible revenu, une variation en points de pourcentage de la dette extérieure CGE devrait être en grande partie expliquée par les déterminants de l'équation de la dynamique de la dette extérieure.

Sources : autorités nationales ; estimations et projections des services du FMI.

Graphique 4. Mali : indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État selon des scénarios sur mesure, 2020–30



Personnalisation des paramètres par défaut		
	Amplieur	Interactions
Choc d'engagements		
Passifs éventuels combinés	No	
Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.
Prix des produits de base	No	No
Financement de marché	n.a.	n.a.

Note: "Yes" indique toute modification de la taille ou des interactions des paramètres par défaut pour les tests de résistance. "n.a." indique que le test de résistance ne s'applique pas.

Hypothèses sur les conditions du financement additionnel résultant des tests de résistance *		
	Défaut	Défini par l'utilisateur (Personnalisés)
Part de la dette marginale		
External PPG MLT debt	100%	
Modalités de la dette marginale		
Taux d'intérêt nominal moyen des nouveaux emprunts en dollars	2.3%	2.3%
Taux d'actualisation, dollars EU	5.0%	5.0%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	21	21
Période de grâce moyenne (minimum 1)	4	4

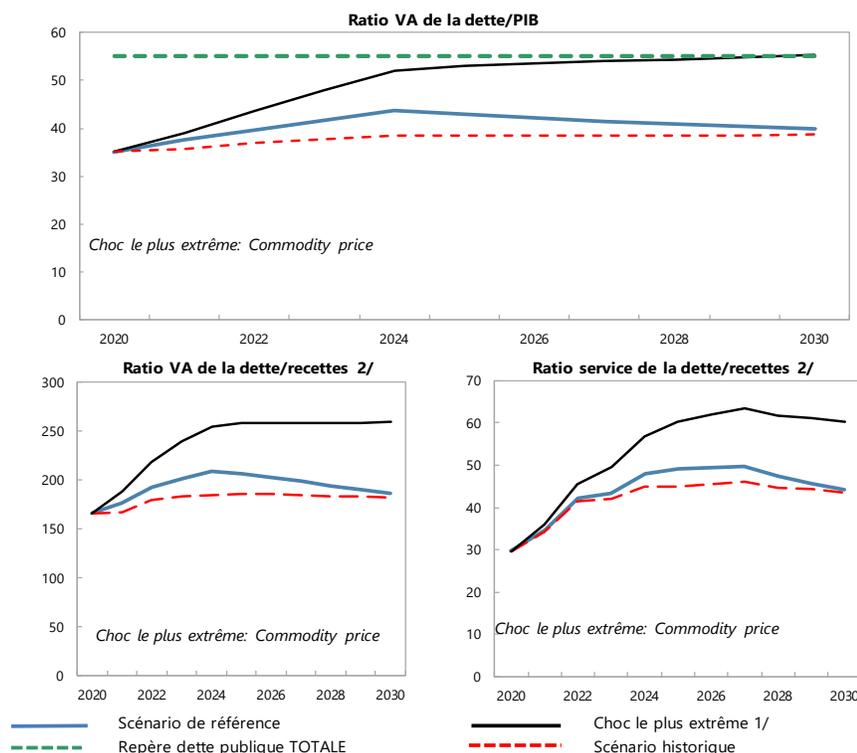
* Note: Tous les besoins de financement supplémentaires générés par les chocs dans le cadre des tests de résistance sont supposés être couverts par la dette externe de MLT PPG dans l'AVD externe. Les termes par défaut de la dette marginale sont fondés sur des projections de référence sur 10 ans

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Le test de résistance le plus extrême est le test qui donne le ratio le plus élevé en ou avant 2030. Le test de résistance avec un dépassement exceptionnel est lui aussi présenté (le cas échéant), mais le dépassement exceptionnel est remplacé par des signaux mécaniques. Lorsqu'un test de résistance avec un dépassement exceptionnel s'avère le choc le plus extrême même après élimination de ce dépassement, seul ce test de résistance (avec un dépassement exceptionnel) serait présenté.

2/ L'ampleur des chocs utilisés pour le test de résistance aux chocs sur les prix des produits de base est fondée sur les perspectives d'évolution des prix des produits de base établies par le Département des études du FMI.

Graphique 5. Mali : indicateurs de la dette publique selon des scénarios sur mesure, 2020–30



Hypothèses sur les conditions du financement additionnel résultant des tests de résistance *	Défaut	Défini par l'utilisateur
Part de la dette marginale		
Dette extérieure CGE à moyen et long terme	36%	36%
Dette intérieure à moyen et long terme	58%	58%
Dette intérieure à court terme	6%	6%
Modalités de la dette marginale		
Dette extérieure à MLT		
Taux d'intérêt nominal moyen des nouveaux emprunts en dollars EU	2,3%	2,3%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	21	21
Période de grâce moyenne (minimum 1)	4	4
Dette intérieure à MLT		
Taux d'intérêt réel moyen des nouveaux emprunts	4,8%	4,8%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	4	4
Période de grâce moyenne	0	0
Dette intérieure à court terme		
Taux d'intérêt réel moyen	4,5%	4,5%

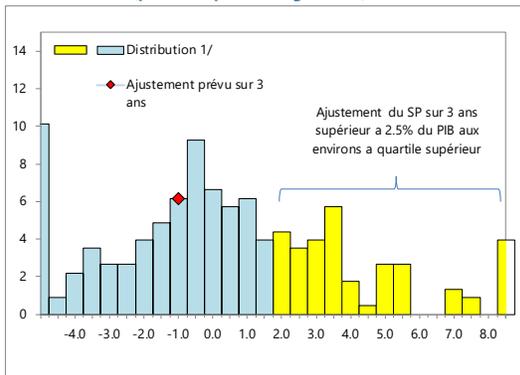
* Note : dans le AVD publique, le financement intérieur couvre les besoins de financement additionnels résultant des chocs dans les test de résistance relevant de l'AVD publique. Par défaut, les modalités de la dette marginale sont fondées sur les projections de référence pour une période de 10 ans.

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Le test de résistance le plus extrême est le test qui donne le ratio le plus élevé en ou avant 2030. Le test de résistance avec un dépassement exceptionnel est lui aussi présenté (le cas échéant), mais le dépassement exceptionnel est remplacé par des signaux mécaniques. Lorsqu'un test de résistance avec un dépassement exceptionnel s'avère le choc le plus extrême même après élimination de ce dépassement, seul ce test de résistance (avec un dépassement exceptionnel) serait présenté.

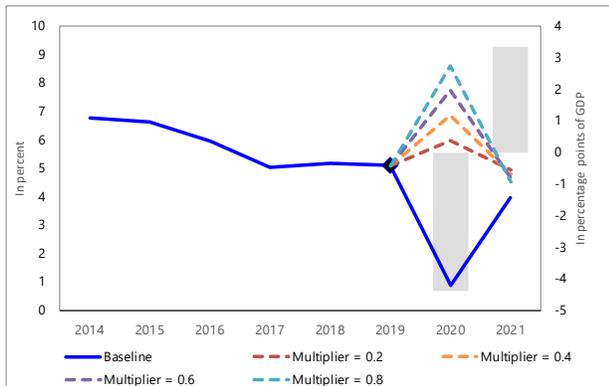
Graphique 6. Mali : outils de réalisme

Ajustement sur 3 ans du solde primaire (points de pourcentage du PIB)



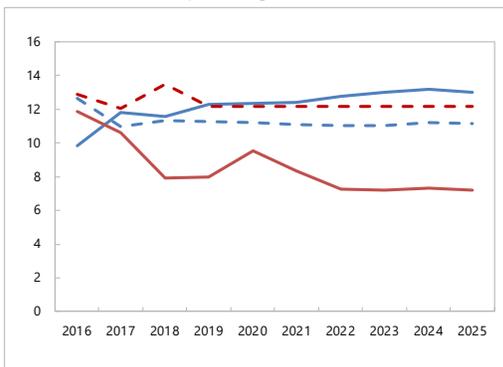
1/ Les données couvrent les programmes financés par le FMI pour les PFR (à l'exclusion du financement d'urgence) approuvés depuis 1990. L'ampleur de l'ajustement triennal à partir de la création du programme est couverte sur l'axe horizontal; le pourcentage d'échantillon est couvert sur l'axe vertical.

Ajustement budgétaire et trajectoires de croissance possibles 1/



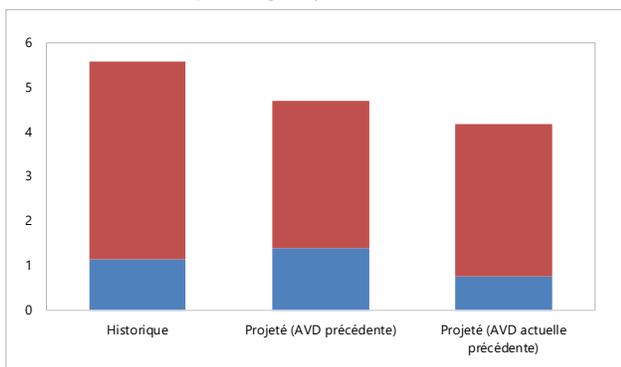
1/ Les barres renvoient à l'ajustement budgétaire annuel projeté et les lignes montrent les trajectoires possibles de croissance du PIB réel sous différents multiplicateurs budgétaires.

Taux de l'Investissement Public et Privé (en pourcentage du PIB)



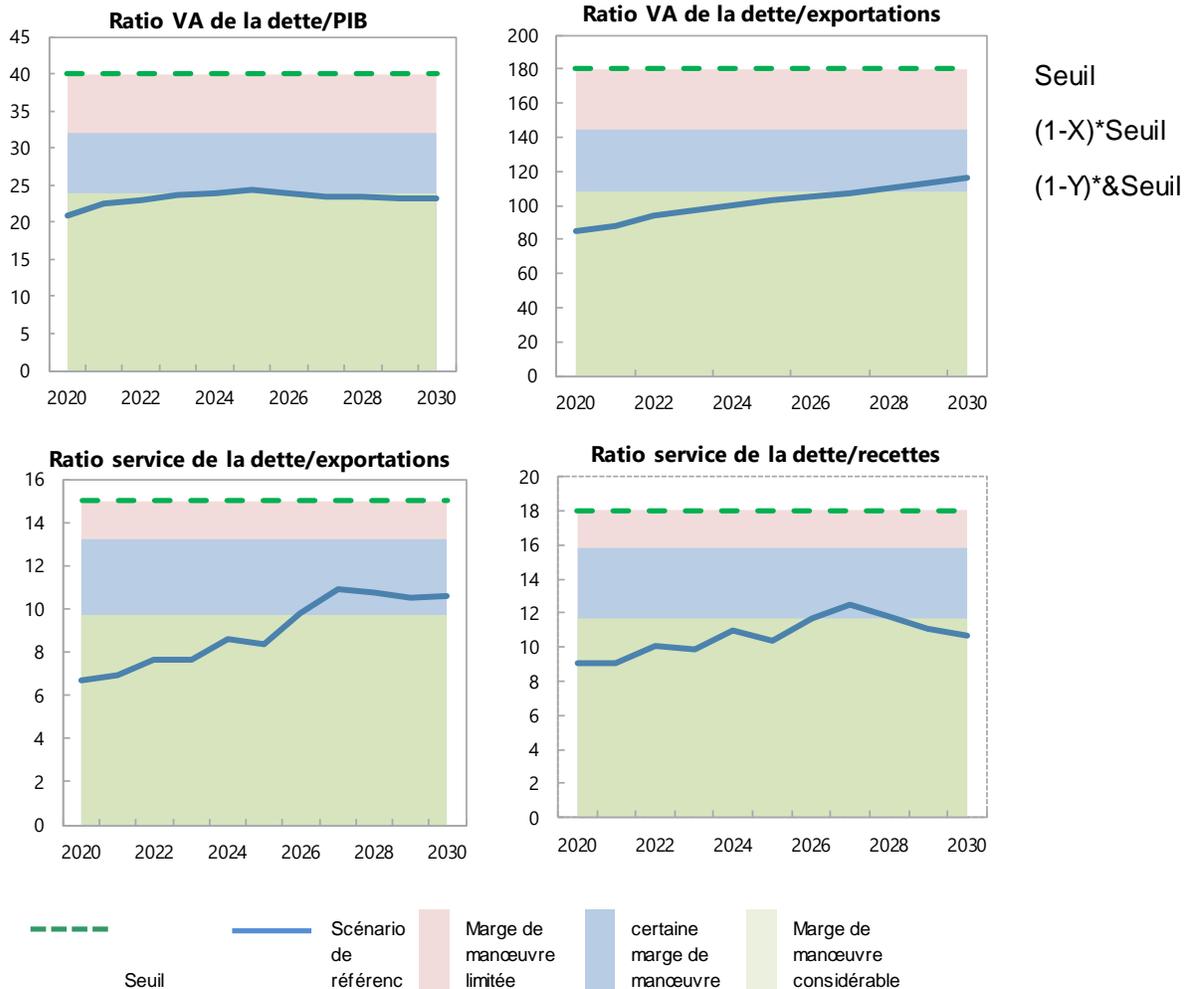
— Investissement public - AVD précédente — Investissement public - AVD actuelle ■ Contribution d'autres facteurs
 - - - Investissement privé - AVD précédente - - - Investissement privé - AVD actuelle ■ Contribution de l'investissement public

Contribution à la croissance du PIB réel (pourcentage, moyenne sur 5 ans)



Sources : autorités nationales ; estimations et projections des services du FMI.

Graphique 7. Mali : caractéristiques de la catégorie de risque modéré, 2019–29 1/



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Pour les seuils des ratios VA de la dette/PIB et VA de la dette/exportations, x est égal à 20 % et y à 40 %.
Pour les seuils des ratios service de la dette/exportations et service de la dette/recettes, x est égal à 12 % et y à 35 %.

Tableau 1. Mali : cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence, 2017–40
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Effectif										Projections										Moyenne 8/ Scénario historique	Projections
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2040							
Dette extérieure (nominale) 1/ <i>dont : contractée ou garantie par l'État (CGE)</i>	25.0	24.9	26.4	30.1	29.7	28.1	28.1	26.6	25.3	24.4	20.3	20.3	20.3	20.3	12.7	22.9	24.8					
Variation de la dette extérieure	-0.1	-0.1	1.5	3.7	-0.4	-1.7	-1.5	-1.3	-0.9	-0.6	-3.0	-0.7	-0.7	-0.7	-3.0	1.7	5.4					
Flux générateurs d'endettement net identifiés	7.0	4.7	3.9	3.2	3.4	5.0	6.1	6.4	6.3	4.9	11.2	11.2	11.2	11.2	-0.2	5.3	7.8					
Flux extérieurs courants hors intérêts	13.7	11.2	10.6	7.1	7.7	8.7	9.0	8.9	8.9	12.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	5.3	7.8					
Déficit de la balance des biens et services	22.5	24.7	24.6	24.4	25.4	24.5	24.2	23.9	23.6	20.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	12.6	9.5					
Exportations	36.2	35.8	35.2	31.5	33.1	33.3	33.1	32.8	32.4	32.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-10.3	-4.2					
Importations	-9.7	-9.2	-9.5	-6.6	-7.0	-6.4	-5.6	-5.3	-4.6	-0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	3.0	2.5					
Transferts courants nets (négatifs = entrées)	-4.8	-4.4	-4.8	-3.5	-4.2	-4.0	-3.6	-3.6	-3.6	-2.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-2.6	-1.7					
Autres flux extérieurs courants (négatifs = entrées nettes)	3.0	2.8	2.7	2.8	2.7	2.7	2.7	2.7	2.7	2.6	2.0	2.0	2.0	2.0	-0.2	3.0	2.5					
IDE nets (négatifs = entrées)	-3.6	-2.8	-1.8	-0.9	-1.7	-1.7	-1.7	-1.7	-1.7	-1.7	-1.7	-1.7	-1.7	-1.7	0.0	-2.6	-1.7					
Dynamique endogène de la dette 2/	-1.9	-2.1	-0.2	0.1	-0.7	-1.2	-0.9	-0.9	-0.8	-0.7	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	0.2	0.0	0.0					
Contribution du taux d'intérêt nominal	0.3	0.2	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.0	0.0					
Contribution de la croissance du PIB réel	-1.2	-1.2	-1.2	-0.2	-1.1	-1.6	-1.3	-1.2	-1.2	-1.2	-1.0	-0.7	-0.7	-0.7	0.0	-1.1	-0.9					
Contribution des variations de prix et de taux de change	-1.0	-1.2	0.7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0.0	-1.1	-0.9
Résidual 3/	-1.6	0.1	-0.4	1.2	-1.3	-3.7	-4.9	-5.1	-5.2	-11.9	-2.3	-2.3	-2.3	-2.3	0.0	-1.1	-0.9					
<i>dont : financement exceptionnel</i>	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0					
Indicateurs de viabilité																						
VA de la dette extérieure CGE/PIB	...	...	17.9	20.8	20.4	19.2	18.1	17.1	16.7	14.0	14.0	14.0	14.0	9.5	...	...	...		
VA de la dette extérieure CGE/exportations	...	...	72.9	85.1	80.4	78.1	74.8	71.7	71.1	70.1	70.1	70.1	70.1	...	...	...	...	
Ratio service de la dette CGE/exportations	4.6	3.7	5.2	6.6	6.9	7.2	6.9	6.7	6.7	5.3	5.3	5.3	5.3	...	...	...	...	
Ratio service de la dette CGE/recettes	5.6	6.3	6.6	9.1	9.0	9.6	9.0	8.5	8.5	6.6	6.2	6.2	6.2	...	...	...	...	
Total des besoins de financement bruts (milliards de dollars EU)	691.2	485.0	584.7	709.1	639.1	1043.2	1331.5	1473.6	1605.6	4725.0	540.4	540.4	540.4	...	...	...	...	
Principales hypothèses macroéconomiques																						
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	5.0	5.2	5.1	0.9	4.0	6.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	4.4	4.6					
Défaiteur du PIB en dollars EU (variation en pourcentage)	4.2	5.1	-2.9	1.3	2.8	2.5	2.3	2.2	2.2	1.2	2.0	1.1	1.1	1.1	1.1	1.3	2.1					
Taux d'intérêt effectif (pourcentage) 4/	1.1	1.0	1.3	1.4	1.5	1.5	1.5	1.5	1.4	1.3	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	0.6	1.3					
Croissance des exportations de biens & services (\$, en %)	5.0	21.3	1.8	1.5	11.0	5.0	5.9	6.1	4.8	4.0	-100.0	-100.0	-100.0	-100.0	6.6	4.9						
Croissance des importations de biens & services (\$, en %)	-1.7	9.5	0.3	-8.4	12.0	9.3	7.0	6.2	5.1	6.8	6.8	6.8	6.8	6.8	6.1	6.1	6.1					
Élément don des nouveaux emprunts du secteur public (en %)	...	...	...	32.7	37.8	40.6	41.1	40.3	39.3	35.4	35.4	35.4	35.4	35.4	...	...	...		
Recettes publiques (hors dons, en pourcentage du PIB)	18.4	14.4	19.5	17.9	19.4	18.5	18.7	18.8	18.9	19.8	0.0	0.0	0.0	0.0	...	...	...		
Flux d'aide (en milliards de dollars) 5/	248.1	210.8	326.5	857.5	662.5	701.8	712.8	759.9	752.9	849.7	0.0	0.0	0.0	0.0	...	...	...		
Financement équivalent don (en pourcentage du PIB) 6/	...	...	...	4.9	3.0	2.9	2.7	2.7	2.5	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	...	...	...		
Financement équivalent don (en % du financement extérieur) 6/	...	...	...	55.4	63.8	70.4	72.2	72.4	70.6	65.7	65.7	65.7	65.7	65.7	...	...	...		
PIB nominal (milliards de dollars EU)	15,360	16,978	17,331	17,717	18,933	20,574	22,093	23,708	25,191	35,852	79,643	79,643	79,643	79,643	...	...	...		
Croissance du PIB nominal en dollars	9.5	10.5	2.1	2.2	6.9	8.7	7.4	7.3	6.3	7.1	17.3	17.3	17.3	17.3	...	...	...		
Pour mémoire :																						
VA de la dette extérieure 7/	...	...	17.9	20.8	20.4	19.2	18.1	17.1	16.7	14.0	14.0	14.0	14.0	9.5	...	...	...		
En pourcentage des exportations	...	...	72.9	85.1	80.4	78.1	74.8	71.7	71.1	70.1	70.1	70.1	70.1	...	...	...	...	
Ratio service de la dette/exportations	4.6	3.7	5.2	6.6	6.9	7.2	6.9	6.7	6.7	5.3	5.3	5.3	5.3	...	...	...	...	
VA de la dette extérieure CGE (milliards de dollars EU)	...	...	3110.2	3863.7	3862.4	3941.6	3997.3	4063.5	4218.3	5021.8	7555.3	7555.3	7555.3	...	...	...	...	
(VA - VA)/PIB (en pourcentage)	...	...	3.3	1.0	0.4	0.3	0.3	0.3	0.7	0.6	-0.5	-0.5	-0.5	...	...	...	...	
Déficit extérieur courant hors intérêts stabilisant le ratio d'endettement	7.1	4.8	2.3	-0.5	3.8	6.7	7.5	7.7	7.8	14.3	2.8	2.8	2.8	...	...	...	...	

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Compris à la fois la dette extérieure des secteurs public et privé.

2/ Équale à $(r - \rho - \rho(1 + \rho)(1 + \rho + \rho^2))$ fois le ratio d'endettement de la période précédente, où r = taux d'intérêt nominal; g = taux de croissance du PIB réel; et ρ = taux de croissance du déflateur du PIB en \$ EU.

3/ Inclut le financement exceptionnel (c'est-à-dire les variations des arriérés et l'allègement de la dette); les variations des avoirs extérieurs bruts et les ajustements de valeur. Pour les projections, comprend en outre la contribution des variations de prix et de taux de change.

4/ Charges d'intérêt de l'exercice en cours divisées par le stock de la dette de la période précédente.

5/ Il s'agit des dons, des prêts concessionnels et de l'allègement de la dette.

6/ Le financement équivalent don inclut les dons accordés à l'État directement et sous la forme des nouveaux emprunts (différence entre la valeur faciale et la VA de la nouvelle dette).

7/ On suppose que la VA de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur faciale.

8/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

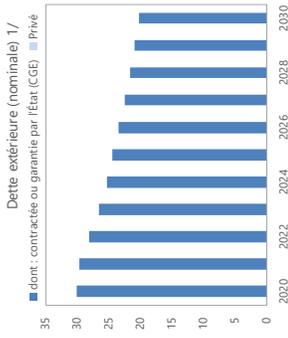
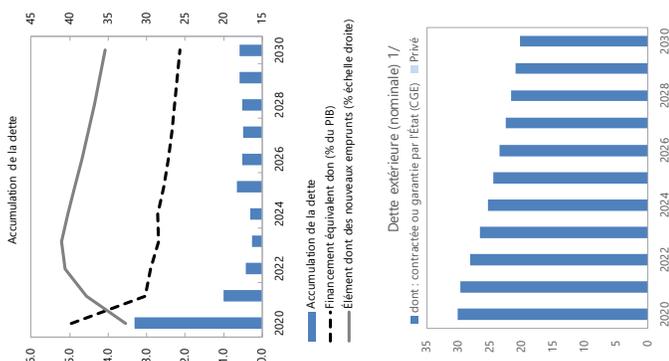


Tableau 3. Mali : analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2020–30
(en pourcentage)

	Projections 1/										
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Ratio VA de la dette/PIB											
Scénario de référence	21	20	19	18	17	17	16	15	15	14	14
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	21	21	20	18	16	15	12	8	4	-1	-7
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	21	21	21	19	18	18	17	17	16	15	15
B2. Solde primaire	21	21	20	19	18	17	17	16	16	15	15
B3. Exportations	21	22	24	23	22	21	20	19	19	18	17
B4. Autres flux 3/	21	23	24	23	22	21	20	20	19	18	17
B5. Dépréciation	21	26	21	20	18	18	17	16	16	16	15
B6. Combinaison de B1-B5	21	25	24	23	22	21	20	19	19	18	17
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	21	22	21	20	19	19	18	18	17	17	17
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	21	21	20	19	18	18	17	16	15	15	14
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40
Ratio VA de la dette/exportations											
Scénario de référence	85	80	78	75	72	71	70	70	70	70	70
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	85	84	82	76	69	62	52	37	17	-7	-36
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	85	80	78	75	72	71	70	70	70	70	70
B2. Solde primaire	85	81	80	77	74	74	74	74	74	74	75
B3. Exportations	85	100	118	114	110	109	108	107	106	105	104
B4. Autres flux 3/	85	90	99	95	91	91	90	89	88	87	86
B5. Dépréciation	85	80	68	64	61	61	60	60	60	61	61
B6. Combinaison de B1-B5	85	99	90	97	93	92	91	90	89	89	88
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	85	85	84	81	79	80	80	81	82	83	84
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	85	85	85	81	77	76	74	73	72	72	71
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180
Ratio service de la dette/exportations											
Scénario de référence	7	7	7	7	7	5	6	6	6	6	6
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	7	7	8	7	7	6	6	7	6	5	5
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	7	7	7	7	7	5	6	6	6	6	6
B2. Solde primaire	7	7	7	7	7	5	6	6	6	6	6
B3. Exportations	7	8	9	9	9	7	8	9	9	9	9
B4. Autres flux 3/	7	7	7	7	7	6	6	7	8	8	8
B5. Dépréciation	7	7	7	7	7	6	6	6	5	5	5
B6. Combinaison de B1-B5	7	7	8	8	8	6	7	8	8	8	8
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	7	7	7	7	7	5	6	6	6	6	6
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	7	7	8	7	7	6	6	7	7	6	6
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
Ratio service de la dette/recettes											
Scénario de référence	9	9	10	9	9	7	7	7	7	6	6
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	9	9	10	9	9	7	7	7	7	6	5
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	9	9	10	10	9	7	8	8	7	7	7
B2. Solde primaire	9	9	10	9	9	7	7	7	7	7	6
B3. Exportations	9	9	10	10	9	7	8	8	8	8	8
B4. Autres flux 3/	9	9	10	10	9	7	8	8	8	8	8
B5. Dépréciation	9	11	12	11	10	8	9	9	7	7	7
B6. Combinaison de B1-B5	9	10	11	10	10	8	8	9	8	8	8
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	9	9	10	9	9	7	7	7	7	7	6
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	9	9	10	10	9	7	7	7	7	7	7
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Une valeur en gras indique un dépassement du seuil.

2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

Tableau 4. Mali : analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette publique, 2020–30

	Projections 1/										
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Ratio VA de la dette/PIB											
Scénario de référence	35	36	36	36	37	37	37	37	38	38	38
A. Scénarios de rechange											
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	35	35	36	37	37	38	38	39	39	40	41
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	35	38	41	42	44	45	47	48	49	51	52
B2. Solde primaire	35	37	39	39	39	39	40	40	40	40	40
B3. Exportations	35	38	41	41	41	41	41	41	41	41	41
B4. Autres flux 3/	35	38	41	41	41	42	42	42	41	42	42
B5. Dépréciation	35	40	38	37	36	35	34	33	32	32	31
B6. Combinaison de B1-B5	35	36	36	36	36	36	36	36	37	37	37
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	35	43	43	43	44	44	44	44	44	44	44
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	35	37	39	42	44	46	48	49	51	52	54
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Repère dette publique TOTALE	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55
Ratio VA de la dette/recettes 2/											
Scénario de référence	168	167	174	176	177	178	179	179	179	180	180
A. Scénarios de rechange											
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	168	165	175	178	181	184	186	187	189	190	192
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	168	176	196	203	210	217	223	229	234	239	244
B2. Solde primaire	168	173	188	189	189	191	190	190	190	190	190
B3. Exportations	168	176	197	198	197	199	198	197	196	195	194
B4. Autres flux 3/	168	179	199	200	199	200	200	199	197	197	195
B5. Dépréciation	168	188	186	181	175	172	166	161	156	151	147
B6. Combinaison de B1-B5	168	167	176	174	174	175	174	174	174	175	175
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	168	203	210	211	210	210	210	209	208	207	206
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	168	179	197	210	218	227	232	236	241	247	252
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Ratio service de la dette/recettes 2/											
Scénario de référence	30	35	42	43	46	46	48	50	50	51	52
A. Scénarios de rechange											
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	30	34	41	43	47	47	49	52	53	54	55
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	30	36	46	49	54	56	60	64	66	68	71
B2. Solde primaire	30	35	44	47	50	50	52	53	53	54	55
B3. Exportations	30	35	42	43	47	46	48	51	52	52	53
B4. Autres flux 3/	30	35	42	43	47	46	48	51	52	52	53
B5. Dépréciation	30	34	42	41	45	44	46	48	48	48	49
B6. Combinaison de B1-B5	30	34	41	43	46	46	48	49	49	50	51
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	30	35	54	54	58	59	57	59	59	59	59
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	30	36	45	49	55	58	62	66	68	70	73
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Une valeur en gras indique un dépassement du repère.

2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

**Déclaration de M. Mohamed-Lemine Raghani, administrateur pour le Mali,
et de M. Oumar Diakite, conseiller**

30 avril 2020

Les autorités maliennes, que nous représentons, remerciant le conseil d'administration, la direction et les services du FMI de leur soutien de longue date aux efforts déployés par le Mali pour surmonter de grandes difficultés. La propagation du coronavirus exerce de fortes pressions sur un système de santé déjà fragile et perturbe gravement l'activité économique. En outre, la pandémie vient s'ajouter à d'autres difficultés écrasantes, notamment les attaques terroristes récurrents et les tensions intercommunautaires qui ont augmenté les pressions sur les budgets, dont ceux de l'assistance humanitaire et de la sécurité, aux dépens d'importants projets sociaux et de développement.

Pour contenir la propagation de la COVID-19 et amortir l'impact économique sur les ménages et les entreprises, les autorités mettent en œuvre un plan de riposte audacieux qui comprend des mesures d'endiguement ainsi que des mesures budgétaires et financières. Leur plan devrait faire passer le déficit budgétaire en 2020 de 3,5 % du PIB, selon les projections antérieures à la crise, à 6,2 % du PIB. En outre, la diminution des exportations d'or et de coton, des envois de fonds des travailleurs émigrés et des investissements directs étrangers donnera lieu à un besoin de financement de la balance des paiements de 3,1 % du PIB environ.

Étant donné ce contexte, les autorités maliennes sollicitent un décaissement urgent dans le cadre de l'accord au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) à hauteur de 146,7 millions de DTS, équivalant à 78,6 % de la quote-part du pays, en plus de l'allègement du service de la dette octroyé le 13 avril 2020 dans le cadre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes. Elles sollicitent également un rééchelonnement de l'accès dans le cadre de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). Le décaissement au titre de la FCR devrait catalyser l'aide financière d'autres partenaires au développement et contribuer à dégager l'espace budgétaire nécessaire pour lutter contre la pandémie et atténuer les perturbations économiques causées par les restrictions sociales et la limitation des déplacements.

Impacts de la pandémie de COVID-19

Le Mali a enregistré ses deux premiers cas de COVID-19 le 24 mars 2020 ; depuis lors, ce chiffre est passé à 293, avec 17 décès au 22 avril 2020. Des mesures d'urgence ont été mises en place pour endiguer la maladie, notamment la suspension des vols commerciaux, la fermeture des frontières terrestres et un couvre-feu nocturne. Ces mesures affectent l'approvisionnement des marchandises, particulièrement au secteur manufacturier, et réduisent considérablement les activités des hôtels et restaurants. En outre, le secteur minier, moteur important de la croissance économique et des recettes fiscales, court de graves risques de ralentissement, vu que certaines compagnies minières fonctionnent déjà à capacité réduite ou sont fermées temporairement. Avant la crise, les perspectives, favorables, prévoyaient le maintien en 2020 d'une forte croissance de 5 %. Sous l'effet des mesures d'endiguement et de la détérioration de la situation économique mondiale, la croissance du PIB réel devrait à présent tomber à 0,9 %.

Plan de riposte à la pandémie

Le gouvernement a établi un vaste plan de riposte visant à empêcher la propagation du virus et à renforcer les capacités du pays en matière de santé, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Banque mondiale. Les dépenses de santé augmenteront considérablement afin de mettre en place des capacités de dépistage, de promouvoir la sensibilisation à la santé et d'améliorer les infrastructures de quarantaine et d'hospitalisation.

Pour répondre aux besoins des couches les plus vulnérables de la population et des entreprises, des initiatives majeures ont été lancées, telles qu'une aide alimentaire d'urgence et des transferts monétaires directs aux ménages pauvres, le paiement des factures d'électricité et d'eau pendant deux mois pour les consommateurs relevant des tranches sociales, l'exonération de la TVA sur les factures d'électricité et d'eau pendant trois mois pour tous les consommateurs, ainsi que des réductions d'impôt pour les secteurs économiques touchés tels que les transports, les voyages et le secteur hôtelier. En outre, le Trésor accélérera l'apurement des arriérés de paiements intérieurs pour alléger les contraintes de liquidité des entreprises en difficulté.

Afin de tenir compte de l'augmentation des dépenses associées aux mesures prises contre la crise en cours, les autorités ont l'intention de suspendre ou de réduire les dépenses non prioritaires, y compris les dépenses en capital autres que celles du secteur de la santé. Malgré cela, il est inévitable que le déficit budgétaire augmentera cette année. Les autorités sollicitent activement l'appui des partenaires au développement pour combler les déficits de financement. Un fonds spécial a également été créé pour recevoir les apports du secteur privé et des citoyens ; ce fonds sera géré conformément aux procédures budgétaires et comptables.

Dans le secteur financier, les ressources du Fonds de garantie seront augmentées pour faciliter le crédit bancaire aux entreprises et aux PME des secteurs touchés par la crise. La banque centrale régionale (BCEAO) participe également au soutien de l'activité économique, tout en préservant la stabilité financière. Elle a pris des mesures pour accroître les liquidités mises à la disposition des banques à des conditions préférentielles, créer des mécanismes de soutien aux PME en difficulté par l'intermédiaire d'un instrument de refinancement spécialisé, reporter des échéances de remboursement de prêts en collaboration avec les banques et accroître la disponibilité des moyens de paiement numérique tout en réduisant leur coût.

En mettant en œuvre leur plan de riposte à la pandémie, les autorités veilleront à ce que les nouvelles mesures de dépenses soient temporaires et destinées à répondre aux besoins particuliers engendrés par la crise. Conformément à l'intention des autorités d'assurer l'utilisation la plus transparente et efficiente des ressources accordées au titre de la FCR et de celles fournies par les partenaires extérieurs et les donateurs intérieurs, toutes les dépenses liées à la COVID-19 feront l'objet de rapports trimestriels et d'un audit indépendant et exhaustif. En outre, les autorités publieront régulièrement les documents relatifs aux marchés publics sur le site Web du gouvernement, ainsi que la validation ex post de l'exécution des contrats et les noms des entreprises et des bénéficiaires.

Programme appuyé par la FEC et mesures post-pandémie

Malgré des perspectives difficiles à court terme, les autorités restent décidées à mettre en œuvre le programme appuyé par la FEC et à faire de grands progrès dans leur programme de développement, dès que la crise sanitaire commencera à passer. Même si les discussions sur la deuxième revue de l'accord au titre de la FEC n'ont pas pu se dérouler selon le calendrier prévu étant donné les circonstances actuelles, les données préliminaires indiquent que les critères de réalisation semblent être atteints et que des progrès notables ont été accomplis dans les réformes structurelles, y compris dans la gestion publique financière.

Les autorités conviennent qu'il est important d'accélérer les réformes visant à numériser et moderniser les administrations fiscale et douanière, afin d'assurer la continuité de la perception de l'impôt. D'autres réformes critiques seront instaurées, notamment pour rendre le secteur énergétique plus efficient, faire progresser la lutte contre la corruption et améliorer le dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Conclusion

Les autorités maliennes sont confrontées à des besoins urgents en matière de finances publiques et de balance des paiements, à la suite des mesures qu'elles ont prises pour renforcer les capacités du système de santé dans le but de contrer la propagation du coronavirus et de faire face aux graves perturbations économiques qui en découlent. Elles restent déterminées à respecter les critères de convergence de l'UEMOA et à mettre en œuvre des réformes structurelles qui engendreront une croissance économique plus forte, plus viable et inclusive.

Étant donné les besoins de financement accrus du pays et la forte détermination des autorités en matière de stabilité macroéconomique et de développement, nous serions reconnaissants aux administrateurs d'approuver les demandes de décaissement d'urgence dans le cadre de l'accord au titre de la facilité de crédit rapide et de rééchelonnement de l'accès dans le cadre de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit.